

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 445 du 26.03

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Israël a attaqué au Soudan un convoi d'armements destiné au Hamas.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

1 -1 Alain Gresh : De quoi la Palestine est-elle le nom ?

1-2 Obama Gang.

1-3 Katleen & Bill Christison : Israël - Etats-Unis : L'ampleur des liens militaires.

1-4 Chems Eddine Chitour : Les lobbys d'Israël: La vraie force d'Israël.

2 Dossier

2-1 Pour que les dernières feuilles de vigne ne tombent pas.

2-2 Un Etat terroriste.

2-3 Khalid Amayreh : Creuser sa propre tombe.

2-4 Mohamed Larbi Bouguerra L'eau, instrument de punition collective.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 « La mode, version Tsahal 2009 ».

3-2 Avec Israël, jamais il n'y aura de paix- Interview avec Khaled Meshaal.

4 Annexe

4-1 Claude Guibal : Lieberman, casse-tête égypto-israélien.

4-2 Claude Guibal : Normalisation interdite avec Jérusalem.

Tiré a part

Israël a attaqué au Soudan un convoi d'armements destiné au Hamas.

La chaîne de télévision américaine CBS a indiqué jeudi qu'il y a deux mois, Tsahal a bombardé au Soudan 17

camions remplis d'armes destinées aux palestiniens de la bande de Gaza. D'après le rapport américain, dans l'attaque qui a eu lieu en janvier 39 personnes ont trouvé la mort.

Le porte-parole de Tsahal a refusé de commenter cette information.

Le rapport de CBS est basé sur des informations fournies au Pentagone par le reporter David Martin.

L'article de Martin a également été publié sur le blog du correspondant à Washington de la chaîne de télévision, Dan Raviv.

D'après un autre rapport du site Internet SudanTribune.com, les services de renseignements israéliens ont localisé le convoi au nord-ouest de la ville de Port-Soudan. Les camions rendaient vers le nord et ils ont été bombardés à proximité du mont al-Sha'anoon.

Le rapport de la CBS mentionne également un accord signé entre Israël et les Etats-Unis après l'opération "Plomb durci" dans la bande de Gaza sur l'importance de multiplier les efforts internationaux afin d'empêcher que des armes arrivent dans la bande de Gaza.

"Les diplomates américains et israéliens ont affirmé que l'accord de janvier prévoyait la coopération entre les services de renseignements des deux pays pour empêcher l'entrée d'armes dans la bande de Gaza.

L'accord indique également que la marine sera impliquée dans l'identification de navires transportant des armes. Il prévoit un partage des technologies américaines et européennes afin de découvrir et prévenir l'utilisation des galeries souterraines servant à l'arrivée d'armes à Rafiah", affirme le rapport qui cite SudanTribune.com.

Le site Internet soudanais signale que le secrétaire d'Etat aux Transports et aux Ponts et Chaussées, Dr Mabrouk Moubarak Salim, a confirmé qu'il y avait bien eu une attaque.

Salim a affirmé : "Une importante force aérienne israélienne a bombardé et entièrement détruit des camions transportant des armes.

Dans l'attaque, des Soudanais, des Erythréens et des Ethiopiens ont été tués, et d'autres blessés."

Au début de la semaine, la presse égyptienne a pour sa part indiqué que des avions américains avaient bombardé un convoi transportant des armes

en direction de la bande de Gaza. Les bombardiers auraient décollé d'une base américaine à Djibouti.

26 mars

<http://www.actu.co.il/2009/03>

"Deux bombardements ont eu lieu"

"Deux bombardements ont eu lieu, un à la fin janvier et l'autre à la mi-février", sur des convois dans une zone désertique au nord-ouest de Port Soudan, près de la frontière égyptienne, a déclaré à l'AFP Ali Sadiq, porte-parole de la diplomatie soudanaise, qui a établi à "environ 40 morts" le bilan des victimes.

Selon le blog d'un correspondant de la chaîne de télévision américaine CBS, qui n'a pas précisé l'identité de ses sources, le raid aurait été mené par l'aviation israélienne.

Ali Sadiq : "Nous avons d'abord soupçonné les Etats-Unis, mais nous avons reçu l'assurance que les Etats-Unis ne sont pas derrière ça. Nous considérons actuellement d'autres possibilités, y compris Israël", a dit M. Sadiq, précisant que l'enquête des autorités soudanaises n'était pas encore terminée.

Par ailleurs, M. Sadiq a à la fois condamné "toute forme de contrebande" et une agression contre la "souveraineté nationale" du Soudan.

Le Soudan va répondre "de façon diplomatique" lorsqu'il connaîtra l'auteur de ces bombardements, a ajouté le porte-parole de la diplomatie soudanaise.

(AFP / 27 -03)

Israël a attaqué au Soudan un convoi d'armements destiné au Hamas.

La chaîne de télévision américaine CBS a indiqué jeudi qu'il y a deux mois, Tsahal a bombardé au Soudan 17 camions remplis d'armes destinées aux palestiniens de la bande de Gaza. D'après le rapport américain, dans l'attaque qui a eu lieu en janvier 39 personnes ont trouvé la mort.

Le porte-parole de Tsahal a refusé de commenter cette information.

Le rapport de CBS est basé sur des informations fournies au Pentagone par le reporter David Martin. L'article de Martin a également été publié sur le blog du correspondant à Washington de la chaîne de télévision, Dan Raviv.

D'après un autre rapport du site Internet SudanTribune.com, les services de renseignements israéliens ont localisé le convoi au nord-ouest de la ville de Port-Soudan. Les camions rendaient vers le nord et ils ont été bombardés à proximité du mont al-Sha'anoon.

Le rapport de la CBS mentionne également un accord signé entre Israël et les Etats-Unis après l'opération "Plomb durci" dans la bande de Gaza sur l'importance de multiplier les efforts internationaux afin d'empêcher que des armes arrivent dans la bande de Gaza.

"Les diplomates américains et israéliens ont affirmé que l'accord de janvier prévoyait la coopération entre les services de renseignements des deux pays pour empêcher l'entrée d'armes dans la bande de Gaza.

L'accord indique également que la marine sera impliquée dans l'identification de navires transportant des armes. Il prévoit un partage des technologies américaines et européennes afin de découvrir et prévenir l'utilisation des galeries souterraines servant à l'arrivée d'armes à Rafiah", affirme le rapport qui cite SudanTribune.com. Le site Internet soudanais signale que le secrétaire d'Etat aux Transports et aux Ponts et Chaussées, Dr Mabrouk Moubarak Salim, a confirmé qu'il y avait bien eu une attaque.

Salim a affirmé : "Une importante force aérienne israélienne a bombardé et entièrement détruit des camions transportant des armes.

Dans l'attaque, des Soudanais, des Erythréens et des Ethiopiens ont été tués, et d'autres blessés."

Au début de la semaine, la presse égyptienne a pour sa part indiqué que des avions américains avaient bombardé un convoi transportant des armes

en direction de la bande de Gaza. Les bombardiers auraient décollé d'une base américaine à Djibouti.

26 mars

<http://www.actu.co.il/2009/03>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

1 -1 Alain Gresh : De quoi la Palestine est-elle le nom ?

La guerre israélienne contre Gaza de l'hiver 2008-2009 a soulevé une immense émotion et de puissantes mobilisations à travers le monde.

Elle a provoqué de vifs débats autour de la légitimité de cette offensive, des crimes commis, de l'avenir – et même de la possibilité – de la paix entre Palestiniens et Israéliens. Une question a aussi ressurgi : pourquoi la Palestine ? Pourquoi suscite-t-elle tant d'émotion, tant d'invectives, tant de manifestations ? Après tout, la planète connaît des guerres plus meurtrières, que ce soit au Darfour ou au Congo ; des oppressions au moins aussi dévastatrices, que ce soit au Tibet, en Tchétchénie ou en Birmanie ; des dénis aussi scandaleux du droit à la liberté, qui concernent le sort des intouchables en Inde, celui des Nubiens au Kenya ou des Indiens dans divers pays d'Amérique latine.

Que se cache-t-il donc derrière cette focalisation sur la Palestine ?

Pour certains, la réponse ne fait aucun doute : c'est la présence des juifs, la haine contre eux qui est le moteur de cet intérêt malsain. La critique de l'Etat d'Israël et de sa politique servirait de feuille de vigne à l'antisémitisme éternel.

Même sans partager ce point de vue réducteur, la question « Pourquoi la Palestine ? » est légitime. Elle offre même un intérêt dans la mesure où elle permet de réfléchir à la place centrale que ce conflit occupe aujourd'hui sur la scène mondiale, au même titre que ceux du Vietnam dans les années 1960-1970 et de l'Afrique du Sud dans les années 1970-1980 (*lire ci-dessous « Du Vietnam à l'Afrique du Sud »*).

La Palestine a désormais pris le relais. Pourquoi ? Parce que, en ce début de XXI^e siècle, elle cristallise un moment de l'histoire des relations internationales : dernier « fait » colonial né du partage des empires, elle symbolise la persistance de la relation inégale entre le Nord et le Sud – comme le conflit du Vietnam ou celui de l'Afrique du Sud –, mais aussi la volonté de sa remise en cause. Elle est le paradigme d'une injustice jamais réparée. L'implication des États-Unis, principale puissance mondiale, et d'Israël, principale puissance régionale, conforte son enjeu mondial.

L'arrière-plan

L'intérêt stratégique de la Palestine (et du Proche-Orient) – qui explique la longévité peu ordinaire des rivalités dont elle a été l'objet –, et le caractère « saint » de cette Terre forment le terreau de l'affrontement, même s'ils ne sont pas la cause première de l'importance qu'il a acquis aujourd'hui.

Situé au carrefour de trois continents, le Levant est le lieu de passage d'une grande part du commerce mondial. Dès le XIX^e siècle, son contrôle devient essentiel pour Londres, qui veut protéger, à travers le canal de Suez, la route des Indes, joyau de son empire. De plus, la région est devenue, au XX^e siècle, le plus riche réservoir de pétrole de la planète.

L'affrontement autour de la Palestine s'est engagé avant même l'effondrement des deux empires ottoman et tsariste ; il s'est poursuivi durant la marche vers la seconde guerre mondiale, s'est intensifié avec la guerre froide, a résisté au « nouvel ordre international » né de l'effondrement de l'Union soviétique et se prolonge encore sans que personne puisse apercevoir une lueur au bout du tunnel. Henri Queuille, ministre de la III^e République, prétendait qu'aucun problème ne résistait à l'absence de solution ; la Palestine en offre un contre-exemple tragique.

Depuis 1967, des guerres, dont certaines ont failli dégénérer en affrontements entre les deux blocs, ont installé le Proche-Orient à l'avant-scène de l'actualité : guerre de juin 1967 ; guerre d'usure entre l'Égypte et Israël (1968-1970) ; guerre d'octobre, dite de Ramadan ou de Kippour (1973) ; guerre civile libanaise en 1975 avec participation des Palestiniens et occupation israélienne du Sud ; invasion israélienne du Liban (1982) ; première Intifada (1987-1993) ; seconde Intifada, à partir de septembre 2000, avec sa vague d'attentats-suicides ; guerre contre le Hezbollah (2006) ; offensive israélienne contre Gaza (2008-2009) – sans même parler des différentes conflagrations dans le Golfe... Aucun autre conflit n'a occupé aussi longtemps une telle place dans les bulletins d'information.

Autre dimension des affrontements, le caractère « sacré » de la Palestine. Durant des siècles, les noms de Jérusalem, de Bethléem, de Hébron ont résonné dans la mémoire des fidèles des trois grandes religions monothéistes. Même si elles servent de couverture à d'autres ambitions, les Croisades ont embrigadé pendant plusieurs centaines d'années des hommes et des femmes des deux bords de la Méditerranée. Et les juifs

religieux allaient en Palestine pour y mourir et y être enterrés. Quand, à partir du XII^e siècle, ces terres revinrent durablement sous contrôle de puissances musulmanes, d'importantes communautés chrétiennes (et même juives) y vivaient, et la Palestine demeura un lieu de pèlerinage aussi bien pour les juifs que pour les chrétiens. Les voyages, à l'époque, n'étaient soumis à aucun visa, à aucun papier d'identité, mais aux aléas de la sécurité, les longs déplacements par mer ou par terre étant souvent hasardeux.

Aux XVIII^e et XIX^e siècles, les collines de Jérusalem et les oliviers de Palestine attirèrent romanciers et peintres français ou britanniques. Chaque nom, chaque pierre évoquait la naissance des religions, les Livres saints, la traversée du Sinaï par Moïse, le sermon de Jésus sur la montagne, même pour des voyageurs que n'exaltait plus une foi conquérante. Durant de longues périodes, la Méditerranée fut une mer d'échanges, aussi bien humains que culturels, plutôt que de déchirements. Et l'esprit des Croisades ne soufflait pas toujours sur la « mer du milieu »...

A une exception près toutefois, passée largement inaperçue : l'existence de penseurs protestants qui, interprétant des passages de la Bible, et notamment de l'Apocalypse, voyaient dans le « retour » des juifs en Palestine, puis leur conversion, une étape nécessaire à la venue du Messie. Ce millénarisme a eu une influence substantielle sur la politique britannique, comme il en a une aujourd'hui aux États-Unis.

En revanche, alors que déclinait en partie l'attraction des religions, une nouvelle idéologie émergeait : le nationalisme. A la fin du XIX^e siècle, l'Organisation sioniste mondiale était fondée, qui revendiquait un État juif en Palestine ; et, déjà, un mouvement de renaissance arabe (*nahda*) ambitionnait d'assurer l'indépendance des Arabes face à l'Empire ottoman, mais aussi face aux puissances européennes.

La « reconquête » de Jérusalem par les troupes alliées en 1918 ne pouvait manquer de soulever une vague de consternation dans le monde musulman. Elle entérinait l'effondrement du dernier grand empire musulman, l'Empire ottoman – dont on oublie trop souvent qu'il fut une des puissances européennes les plus avancées du continent aux XV^e et XVI^e siècles – ; l'abolition du califat, symbole de l'unité (en partie factice) de l'*oumma*, la communauté des croyants, mais aussi du « retard » dans lequel s'enfonçait le monde arabe, et plus généralement le monde non développé. Cette reconquête marquait l'apogée de la domination de l'Europe sur la planète.

Dictée par des ambitions purement « géopolitiques », la prise de Jérusalem pouvait être lue comme une revanche sur la défaite des Croisades. N'est-ce pas un général français qui, après avoir pris Damas en 1920, alla se recueillir sur la tombe de Saladin, le « libérateur » de Jérusalem pour les musulmans, et aurait déclaré : « *Saladin, nous voilà de retour* » ?

Le Royaume-Uni, qui avait obtenu en 1922 le mandat de la Société des Nations (SDN) sur la Palestine, se voyait aussi confier la mise en œuvre de la « promesse Balfour » (2 novembre 1917), un engagement pris par Londres de favoriser la création d'un « foyer national juif ». L'affrontement se déploya dans ses formes actuelles, mais la Palestine resta un aimant pour nombre de pèlerins : juifs, musulmans et chrétiens pouvaient s'y rendre et y accomplir leurs devoirs religieux. La dimension « sainte » de cette terre ne disparaîtra jamais, même quand l'affrontement prendra un caractère national – qu'on l'interprète comme la lutte du peuple juif pour retourner dans sa patrie (y compris en affrontant parfois l'empire britannique à partir du début des années 1940) ou comme une lutte anticoloniale des Palestiniens contre les Britanniques et l'immigration sioniste. Elle servira toujours, avec plus ou moins de force suivant les périodes, à alimenter l'imaginaire des uns et des autres, à conforter leur mobilisation. Ni le Vietnam, ni l'Afrique du Sud n'ont jamais mis en mouvement un tel héritage culturel et religieux dans l'inconscient collectif des mouvements et des personnes qui se sont mobilisées pour leur cause.

une place nouvelle de la Palestine

C'est sur cet arrière-fond historique, stratégique et religieux que la Palestine va s'imposer, à partir des années 1990, puis surtout après l'éclatement de la seconde Intifada (novembre 2000), sur la scène mondiale. Le conflit acquiert une place nouvelle, une dimension qu'il n'avait sûrement pas dans les années 1970 ou 1980 – où, au mieux, on le considérait comme une lutte parmi d'autres, au pire, comme une simple extension d'un mouvement nationaliste arabe peu fréquentable. La mobilisation de quelques groupes d'extrême gauche européens en faveur des Palestiniens après 1967 – limitée par le poids de la question juive et par la « découverte » par l'Europe de la spécificité du génocide et de la responsabilité des États européens dans son accomplissement (la traduction du livre de Robert Paxton *La France de Vichy* date de 1973) – s'inscrit plutôt dans la solidarité mondiale anti-impérialiste et dans le grand rêve de révolution mondiale. Pour Jean Genet, dans *Un captif amoureux*, la Palestine était au cœur « *d'une révolution grandiose en forme de bouquet d'artifice, un incendie sautant de banque en banque, d'opéra en opéra, de prison en palais de justice* ».

La situation a désormais changé. Comme avant elle le Vietnam ou l'Afrique du Sud, la Palestine dévoile la réalité des relations internationales. Celles-ci sont marquées par la domination occidentale sur le monde et sa contestation de plus en plus forte. Une période de deux siècles marquée par la conquête européenne du monde est en train de s'achever.

La scène internationale a été bouleversée par la disparition de l'URSS qui mit un terme à toute idée d'inscrire la lutte autour de la Palestine et d'Israël dans le champ de la guerre froide – de toute façon, même si, depuis 1967, le « camp socialiste » a appuyé les Arabes et les États-Unis Israël, le conflit a toujours été à l'étroit dans la grille Est-Ouest. La période de l'après-1990 fut aussi marquée par l'affirmation des États-Unis comme unique super-puissance. Francis Fukuyama parle même de la « fin de l'histoire » et la victoire sans retour du modèle libéral démocratique. Vingt ans plus tard, avec l'enlèvement américain en Irak (et en Afghanistan) et la crise économique et financière, la dynamique mondiale est marquée par l'essoufflement de la domination occidentale. L'ancien ordre international est contesté tant par l'affirmation sur la scène mondiale de la Chine, du Brésil, de l'Inde et de

nombreux pays naguère dominés qu'à travers les luttes altermondialistes et celles de nombre de mouvements contestataires. Cette « insurrection » contre l'ordre ancien ne concerne pas seulement le domaine de la politique ou de l'économie, mais aussi ceux de la culture, de l'histoire. C'est tout un récit de l'histoire du monde qui est remis en cause, un récit dans lequel l'Europe et les Etats-Unis occupaient jusque-là une place prépondérante tandis que les pays du tiers-monde étaient relégués dans une sorte d'antichambre. Parallèlement se renforce l'idée d'un « choc des civilisations », d'une « menace islamique ».

D'autre part, c'est le moment où les images du Proche-Orient submergent les écrans de télévision du monde. Nous en savons bien plus sur cet affrontement, aussi bien en Europe que dans le reste du monde, que sur n'importe quel autre. Même si chacun n'en maîtrise évidemment pas les tenants et les aboutissants, chacun a lu ou entendu mille et une analyses, vu mille et un reportages. La révolution technologique de la fin des années 1980, avec le numérique et les chaînes de télévision d'information en direct, permet aux téléspectateurs de vivre de plain-pied dans l'actualité. Le monopole de CNN durant la première guerre du Golfe (1990-1991) ayant été battu en brèche par les chaînes satellitaires arabes – et surtout par la plus célèbre d'entre elles, Al-Jazira –, et l'utilisation par des individus sur le terrain de portables et de caméras vidéos se généralisant, plusieurs récits s'entendent désormais sur la scène mondiale, pour la première fois depuis l'effondrement de l'URSS et la disparition du « camp socialiste ». Et le récit d'Al-Jazira et des autres chaînes du Sud a d'autant plus d'impact que ces médias répondent aux critères occidentaux de professionnalisme...

Enfin, la présence, aussi bien en Europe qu'en Amérique latine, et même aux Etats-Unis, d'importantes immigrations arabes et musulmanes, qui voient dans les Palestiniens la « métaphore » de leur propre situation, et le rôle des communautés juives – en majorité ralliées à Israël et à sa politique – à travers le monde contribuent à la mondialisation des polémiques.

La Palestine mêle évidemment nombre de dimensions. Trois d'entre elles expliquent sa place centrale : la redécouverte d'une histoire longtemps occultée de domination coloniale ; l'injustice maintenue et la violation permanente du droit international ; le « deux poids, deux mesures » appliqué par les gouvernements et par nombre d'intellectuels occidentaux dans leur lecture du conflit. Au croisement de l'Orient et de l'Occident, du Sud et du Nord, la Palestine symbolise à la fois le monde ancien et la gestation du monde nouveau.

Très longtemps, l'histoire dominante du choc proche-oriental se résuma au « miracle » que représentait la création d'un Etat juif en Palestine, le « retour » de ce peuple sur sa terre, dont il avait été chassé il y a deux mille ans, « un peuple sans terre pour une terre sans peuple », le désert transformé en verger, le socialisme des kibboutz. La guerre de 1948-1949 passa pour le combat héroïque de David contre Goliath : des soldats moins nombreux et moins bien équipés, dont certains étaient des rescapés du génocide des juifs en Europe, résistaient à l'assaut des armées arabes coalisées. Personne n'avait vu, au sens propre du terme, l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens (lire [Comment Israël expulsa les Palestiniens \(1947-1949\)](#), de Dominique Vidal).

Il fallut plusieurs décennies pour que, grâce notamment aux nouveaux historiens israéliens, le récit fait par les Palestiniens de la guerre de 1948-1949 – et de leur expulsion massive – devienne enfin audible au-delà du monde arabe. Ce retour du refoulé coïncidait avec un mouvement, perceptible dans tous les pays anciennement colonisés, pour réécrire une histoire jusque-là rédigée à travers des grilles d'interprétation occidentales. Ce qui se joue aussi en Palestine, c'est l'interprétation de l'histoire mondiale des XIXe et XXe siècles, de la politique coloniale et de ses conséquences sur le monde.

Deuxième dimension, la permanence d'une injustice politique qui, partout ailleurs sur la planète, a été, au moins en partie, réparée. L'immense majorité des peuples ayant accédé à l'indépendance, les derniers – Afrique portugaise, Afrique du Sud, Namibie, Timor – dans les années 1970-1990, la colonisation a disparu de la surface de la Terre. La Palestine rappelle que le colonialisme a marqué pour longtemps l'histoire contemporaine et que même sa fin politique ne signifie pas qu'il s'est simplement évanoui, ni que les injustices qu'il a provoquées se sont effacées. Il est une page que l'on ne peut pas purement et simplement tourner. Et, contrairement aux Indiens d'Amérique ou aux populations autochtones d'Australie ou de Nouvelle-Zélande, les Palestiniens maintiennent une présence forte et massive sur leur territoire national ou autour de lui, et exercent donc une pression par leur seule présence, qui n'est pas près de disparaître, quels que soient les aléas de leur lutte.

Enfin, troisième facteur, le « deux poids, deux mesures » appliqué par les Etats-Unis et l'Europe (non seulement par les gouvernements, mais aussi par nombre d'intellectuels). On entend souvent l'argument selon lequel l'analyse du heurt israélo-palestinien obéirait à des règles différentes, qu'Israël serait jugé selon des lois distinctes. Cela est en partie vrai, mais pas dans le sens que lui attribuent certains. Quel autre exemple d'occupation condamnée depuis plus de quarante ans par les Nations unies et qui perdure ? Quel autre exemple d'occupation où la puissance conquérante peut installer près de 500 000 colons dans les territoires occupés – ce qui, en droit, constitue un « crime de guerre » – sans que la communauté internationale prenne aucune sanction ? Quel autre exemple d'une puissance qui déclenche une agression comme celle de Gaza en décembre 2008, affirme ouvertement qu'elle a recours à des moyens « disproportionnés », qui commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ? Imaginons un moment que la Serbie se déclare « Etat des Serbes » : que dirait la communauté internationale face à l'exclusion de toutes les minorités ethniques de cet Etat ? Or Israël se proclame « Etat juif » et met de facto à l'écart plus de 15 % (sans compter les Arabes de Jérusalem) de sa population – tout en leur accordant le droit de vote.

Une remarque importante à ce stade. Si d'autres conflits, même plus meurtriers, ne suscitent pas un tel intérêt – que ce soit la guerre au Congo et ses millions de morts ou le conflit du Sri Lanka –, c'est qu'ils ne se situent pas à ce « carrefour » des relations entre le Nord et le Sud qui est au cœur de l'histoire depuis le début du XIXe siècle.

Il est vrai que nombre d'Etats arabes (ou autres), qui défendent verbalement les Palestiniens, n'ont pas hésité à les massacrer, que leurs régimes sont autoritaires ou dictatoriaux et qu'ils manipulent la cause palestinienne pour détourner leurs opinions des nécessaires réformes internes. Ils ne sont pas les mieux qualifiés pour se présenter en champions de la cause palestinienne. Mais la justesse de celle-ci ne dépend pas de la « qualité » de ses défenseurs : l'apartheid était condamné par tous les gouvernements africains, dont certains étaient bien peu recommandables. Il n'en demeure pas moins que la Palestine est une injustice flagrante. Et c'est ce sentiment d'injustice qui anime les mouvements de solidarité à travers le monde.

En réalité, et sous couvert du génocide, l'Occident refuse d'appliquer à ce conflit les mêmes règles d'analyse que celles qu'il applique en général. Ailleurs, on se réclamera du droit international, des droits humains, du droit de la presse et des journalistes de couvrir les guerres, de la nécessaire proportionnalité des actions. Les exactions serbes contre les Kosovars, souvent réelles, parfois inventées, peuvent servir à justifier une intervention militaire de l'OTAN contre la Serbie. Le comportement de la Russie contre les Tchétchènes est à juste titre condamné, et aucune action terroriste menée par les rebelles à Moscou ou ailleurs ne dédouane l'ex-Armée rouge. Mais que « la quatrième (ou troisième) armée du monde » s'attaque au territoire minuscule de Gaza sur lequel s'entassent plus de 1,5 million de personnes, qu'elle bombarde des écoles, tue des centaines de civils, détruit les infrastructures, et alors les gouvernements occidentaux et certains intellectuels trouvent des excuses et des justifications à ce qui relève de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Choc de civilisation ou enjeu politique ?

Cette lecture politique s'oppose à une autre, qui verrait la Palestine au cœur d'un affrontement entre le monde judéo-chrétien et l'islam ou un simple prétexte à l'éternel antisémitisme. La vision d'une « guerre de civilisation », des protagonistes des deux côtés la partagent, un type de déformation qui n'est pas nouveau : au temps de la guerre froide, la guerre du Vietnam et même la lutte en Afrique du Sud étaient vues, par certains, comme un avatar du choc entre l'Est et l'Occident. M. Nelson Mandela, aujourd'hui porté aux nues, passait pour un terroriste, et même Amnesty International refusait de l'adopter comme « prisonnier de conscience » car il prônait la lutte armée. La crainte du communisme agissait alors comme un frein à la solidarité, mais de manière moins puissante que celle de l'islamisme politique.

Désormais on agit deux épouvantails, la peur d'un « retour » de l'islam et la résurgence de l'antisémitisme. La place occupée par le Hamas (et aussi par le Hezbollah) dans la résistance paralyse bien des bonnes volontés en Occident. Il peut sembler, après coup, qu'il était plus facile d'être solidaire du Vietnam – malgré le rôle central des communistes – que de Palestiniens, dont un nombre important se reconnaissent dans un mouvement islamiste. On peut rétorquer que, dans l'histoire, la religion a inspiré nombre de mouvements anticoloniaux. C'est au nom de l'islam que le Mahdi, incontestablement un « réactionnaire », mena la révolte au Soudan contre la présence britannique à la fin du XIXe siècle. Fallait-il, parce que le Royaume-Uni était un pays démocratique et se réclamait des Lumières, dénoncer cette révolte « réactionnaire » ? Sans revenir sur la complexité et la diversité des formations islamistes, croit-on vraiment que, s'ils gagnent, ils imposeront des régimes plus répressifs que ceux de l'Algérie, de l'Irak ou de la Syrie « laïques », ou encore de l'Egypte ? Le droit à la résistance contre l'oppression étrangère est un droit universel reconnu à tous les peuples : l'Occident n'a aucun droit à l'accepter pour les uns et à le refuser pour les autres. Et si la « religion » n'était que l'habit emprunté actuellement par le mouvement de résistance à l'injustice ?

Cela n'empêche pas de rester attentif à l'avenir, à ne pas se bander les yeux et à appuyer tous ceux qui veulent construire demain une société palestinienne plus démocratique, plus juste. La seule volonté de mettre un terme à l'injustice ne garantit pas, l'histoire l'a prouvé, la construction d'une société démocratique.

Le poids de la Shoah est, en Occident, énorme. Certains, notamment dans l'aire musulmane, estiment que ce génocide est purement et simplement instrumentalisé, manipulé, voire qu'il n'a pas eu lieu – ou n'a pas eu la dimension que l'historiographie lui accorde. Pour nombre de forces au Nord, au contraire, il est un événement marquant de l'histoire européenne, et toute tentative de le minimiser est condamnable. Peut-on dépasser ces divergences ?

L'historien israélien Tom Segev résume les deux leçons contradictoires que la société israélienne peut tirer du génocide des juifs : 1) personne n'a le droit de « rappeler aux Israéliens des impératifs moraux tels que le respect des droits de l'homme », car les juifs ont trop souffert et les gouvernements étrangers ont été incapables de leur venir en aide ; 2) on peut, au contraire, penser que le génocide « somme chacun de préserver la démocratie, de combattre le racisme, de défendre les droits de l'homme ». Et donc de défendre aujourd'hui les Palestiniens... Pourtant, la sensibilité au Nord et au Sud ne sera jamais la même, que ce soit sur les formes de lutte, le terrorisme, la légitimité d'Israël, le contenu d'une solution politique, etc.

Dans ce combat, la lutte contre l'antisémitisme est importante. Elle est rendue plus difficile par l'identification à laquelle on assiste, des deux côtés, entre Israël et les juifs. Quand Richard Prasquier, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), déclare, à propos de l'offensive israélienne contre Gaza : « Je peux vous affirmer que 95 % de la communauté juive de France est en accord avec la politique d'Israël et avec ce qu'entreprend son armée », le journaliste Jean-François Kahn a raison de dire que cette phrase devrait valoir à son auteur une poursuite devant les tribunaux pour antisémitisme. Quand des prêcheurs musulmans dénoncent les juifs et leur mainmise sur le monde, en se référant aux *Protocoles des sages de Sion*, ils relèvent d'une démarche similaire. Lutter contre ces amalgames, contre toutes les formes de racisme, à l'encontre des juifs ou des Arabes, contre toute idée de « choc des civilisations », est l'un des enjeux des années à venir. Certains affirment que la seule solution reste la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'état d'Israël. D'autres assurent que la colonisation massive de la Cisjordanie et de Jérusalem rend ce dénouement illusoire et prônent

un État binational où les deux nationalités, arabe-palestinienne et juive-israélienne, jouiraient de droits équivalents. D'autres encore évoquent le modèle sud-africain, un État de tous ses citoyens : un homme, une femme, une voix. Quoi qu'il en soit, il est difficile d'imaginer une solution sans adhésion d'une majorité de la population présente aujourd'hui sur le territoire de la Palestine historique. Il faut rappeler que la fin de l'apartheid n'a été possible que parce que le Congrès national africain (ANC) a été capable de formuler un projet pour tous les citoyens de l'Afrique du Sud et de les unir, Noirs, métis et Blancs dans le combat.

Alain Gresh

23 mars

<http://blog.mondediplo.net/2009-03-23-De-quoi-la-Palestine-est-elle-le-nom>

1-2 Obama Gang.

Extrait

Joe : Un Rapport du Pentagon, Israël Est Une Puissance Nucléaire - Approche Militaire US Mondiale Inséparable De La Mondialisation.

Rompant avec la traditionnelle adhésion des Administrations successives américaines à l'ambiguïté israélienne sur son arsenal nucléaire, un rapport (en pièce jointe) publié en fin d'année dernière par le US Joint Forces Command (JFCOM) dont les quartiers généraux basés à Norfolk Virginie sont en charge de préparer les forces armées US pour leurs missions à travers le monde, inclus l'Irak et l'Afghanistan, intitulé "Joint Operating Environment" (JOE), présente Israël comme une puissance nucléaire au même titre que la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord. Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan sont déclarés " au seuil d'être des puissances nucléaires" et l'Iran une puissance nucléaire "émergente". Le chef de JFCOM est le général 4 étoiles du Corps des Marines US, James Mattis, qui dirige aussi le Commandement de Transformation Alliée (Allied Command Transformation) de l'OTAN. Outre cette reconnaissance publique d'Israël comme puissance nucléaire, ce rapport fournit des informations vitales sur les projets militaires américains.

Les Israéliens se gardent bien depuis des décennies de mentionner leur programme nucléaire militaire, et les US ont toujours éviter dans leurs documents militaires rendus publics - parfois après de longues années de classification comme " top secret " et en réponse à des demandes d'ONG faisant intervenir le Freedom of Information Act - de le citer comme tel. Pratiquement aucun commandant militaire en poste ne se réfère à Israël comme une puissance nucléaire. En décembre 2006, lors de son discours de confirmation au poste de Secrétaire de la Défense, Robert Gates, qui est toujours Secrétaire de la Défense, avait fait référence à Israël comme l'une des puissances considérées par l'Iran comme l'encerclant avec des armes nucléaires. Mais une fois installé dans ses fonctions, il n'y a jamais plus fait allusion affirmant que lorsqu'il l'avait fait c'était en tant que "citoyen privé." JOE, dont l'introduction a été écrite par le Général Mattis lui-même, a été réalisé par une équipe d'officiers et de fonctionnaires sélectionnés par Mattis, signé le 25 Novembre 2008, et posté sur le site du Pentagone. Mattis, qui a de nombreux amis au sein de l'establishment militaire israélien, dont un camarade du collège militaire le Major Général de réserve Shai Avital, qui a commandé les commandos de l'unité Sayeret Matkal, s'était entretenu avec le chef d'état major de l'armée israélienne, Gabi Ashkenazi, lors d'une rencontre aux quartiers généraux de l'OTAN en novembre dernier, quelques jours avant de signer ce rapport. On peut donc supposer qu'il a mis Ashkenazi au courant et que celui-ci a donné son aval.

Selon JOE Part III/ E/pge 37 : "...En fait il y a un arc d'instabilité croissant de puissances nucléaires allant d'Israël à l'Ouest passant par un Iran émergent, Pakistan, Inde et jusqu'en Chine, la Corée du Nord, et la Russie à l'Est. Taïwan et le Japon ont tous les deux la capacité de développer rapidement des armes nucléaires, si leurs dirigeants politiques décidaient de le faire. Malheureusement, cet arc nucléaire coïncide avec des zones importantes d'instabilité - des régions qui à cause de leur puissance économique et de leurs ressources énergétiques sont d'un intérêt énorme pour les Etats Unis. De plus, certains dans la région peuvent ne pas considérer les armes nucléaires comme des armes de derniers recours...."

Il semble de plus en plus difficile pour Israël de dissimuler ses bombes atomiques sous un voile d'ambiguïté dont personne n'est dupe. Il se pourrait donc que les Israéliens dans un futur proche, et dans des circonstances qu'ils auront choisies comme propices, reconnaissent être en possession d'armes nucléaires, comme moyen "d'auto défense". C'est l'argument choc Sioniste pour justifier les massacres de civils, on l'a vu une nouvelle fois récemment à Gaza. Ce qui est néanmoins à craindre c'est que, prétextant une "menace existentielle" à cause du programme nucléaire iranien qu'ils accusent sans preuve formelle d'être détourné à des fins militaires, ils ne choisissent d'utiliser des mini bombes nucléaires pour bombarder les installations nucléaires iraniennes et de révéler dans la foulée être une puissance nucléaire. Les responsables israéliens ne croient pas à la dissuasion nucléaire type Guerre Froide, et de plus le Premier Ministre bientôt en poste, Benjamin Netanyahu, et son futur ministre des affaires étrangères, le chef du parti d'extrême droite Lieberman, sont partisans d'actions militaires préventives. Comme écrit dans JOE :

"certains dans la région peuvent ne pas considérer les armes nucléaires comme des armes de derniers recours." Une allusion peut être à une possible attaque nucléaire israélienne contre l'Iran ?

JOE, "Joint Operating Environment", " Défis et Implications pour les Futures Forces Conjointes", donne des informations précieuses pour quiconque veut comprendre et lutter contre la mondialisation impériale, militaire, coloniale des Etats Unis. Ce rapport fournit de lui-même des arguments clés pour cette lutte, c'est pourquoi il est impératif de le lire et de bâtir une stratégie pour contrecarrer ces projets et proposer une autre vision du monde. Ce rapport se veut spéculatif et non prédictif pour les vingt cinq prochaines années à venir, le point de départ de

discussions sur le futur environnement sécuritaire à un niveau opérationnel spécifique, celui de la guerre, pour déterminer les défis à affronter dans ce contexte et leurs implications inhérentes. Il se base sur ce que l'on peut qualifier de Darwinisme militaire, lui-même basé sur un à priori déterministe que la guerre est inévitable.

" La guerre dans le cours de l'histoire a été un principal conducteur de changement et il n'y a aucune raison de croire que le futur sera différent sur ce point. De même la nature fondamentale de la guerre ne changera pas. La guerre restera essentiellement une obligation humaine..." Tout en se défendant de prévenir l'avenir, il stipule que : *" on ne peut pas exclure la possibilité que les forces armées US soient engagées dans un conflit persistant pendant le prochain quart de siècle."* Il définit ensuite les ennemis N°1, les extrémistes religieux principalement islamistes et les anti mondialisations" :

" Dans les prochaines 25 ans, il continuera d'y avoir ceux qui détourneront et exploiteront l'Islam et d'autres croyances pour des fins propres extrémistes." " Il continuera d'y avoir des opposants qui essaieront de perturber la stabilité politique et empêcher le libre accès aux richesses mondiales communes cruciales pour l'économie mondiale. Dans cet environnement, on continuera de faire appel pour protéger nos intérêts nationaux à la présence, la portée, et la capacité des forces armées US, travaillant avec des partenaires ayant le même état d'esprit." Autrement dit l'interventionnisme militaire américain est au service de ce programme d'appropriation de ce que les américains définissent comme, internationalement, des "richesses mondiales communes" , et nationalement, leurs " intérêts nationaux", en quelque sorte une espèce d'universalisme économique sous tutelle de l'Empire.

Dans un chapitre intitulé "Mondialisation" (Part II pge 13 et suivant) l'interventionnisme militaire américain est clairement défini comme au service de la mondialisation présentée comme un progrès pour l'humanité et comme inévitable, donc qu'il faut défendre, y compris les armes à la main. Le lien indissoluble puissance militaire mondiale, puissance économique mondiale, y est lui aussi précisément établi, ce qui laisse supposer que si l'un de ses composants s'effondre l'autre s'effondrera aussi.

"...Un monde plus pacifique et coopératif est seulement possible si le rythme de la mondialisation continue...Dans un monde mondialisé de grandes nations, les Etats Unis n'auront pas toujours à prendre la tête des actions pour gérer les troubles qui surgiront. Dans les années 2030, chaque région du monde aura probablement des puissances économiques locales ou des organisations régionales capable de diriger. De toute façon, les US considéreront souvent comme prudent de jouer un rôle de coopération ou de soutien dans des opérations militaires dans le monde entier.... "

"..Un composant central de la position militaire mondiale de l'Amérique, c'est son énorme puissance économique. Cette puissance est fondée sur une économie domestique liée mondialement et financièrement fiable. Si ce caractère central de la puissance américaine était affaibli, il y a de fortes chances que les capacités militaires soient diminuées ou même, comme conséquence, se dégradent."

Rompant avec la traditionnelle adhésion des Administrations successives américaines à l'ambiguïté israélienne sur son arsenal nucléaire, un rapport (en pièce jointe) publié en fin d'année dernière par le US Joint Forces Command (JFCOM) dont les quartiers généraux basés à Norfolk Virginie sont en charge de préparer les forces armées US pour leurs missions à travers le monde, inclus l'Irak et l'Afghanistan, intitulé **"Joint Operationing Environment"** (JOE), présente Israël comme une puissance nucléaire au même titre que la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord. Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan sont déclarés " au seuil d'être des puissances nucléaires" et l'Iran une puissance nucléaire "émergente".Le chef de JFCOM est le général 4 étoiles du Corps des Marines US, James Mattis, qui dirige aussi le Commandement de Transformation Allié (Allied Command Transformation) de l'OTAN. Outre cette reconnaissance publique d'Israël comme puissance nucléaire, ce rapport fournit des informations vitales sur les projets militaires américains.

Les Israéliens se gardent bien depuis des décennies de mentionner leur programme nucléaire militaire, et les US ont toujours éviter dans leurs documents militaires rendus publics - parfois après de longues années de classification comme " top secret " et en réponse à des demandes d'ONG faisant intervenir le Freedom of Information Act - de le citer comme tel. Pratiquement aucun commandant militaire en poste ne se réfère à Israël comme une puissance nucléaire. En décembre 2006, lors de son discours de confirmation au poste de Secrétaire de la Défense, Robert Gates, qui est toujours Secrétaire de la Défense, avait fait référence à Israël comme l'une des puissances considérées par l'Iran comme l'encerclant avec des armes nucléaires. Mais une fois installé dans ses fonctions, il n'y a jamais plus fait allusion affirmant que lorsqu'il l'avait fait c'était en tant que "citoyen privé." JOE, dont l'introduction a été écrite par le Général Mattis lui-même, a été réalisé par une équipe d'officiers et de fonctionnaires sélectionnés par Mattis, signé le 25 Novembre 2008, et posté sur le site du Pentagone. Mattis, qui a de nombreux amis au sein de l'establishment militaire israélien, dont un camarade du collège militaire le Major Général de réserve Shai Avital, qui a commandé les commandos de l'unité Sayeret Matkal, s'était entretenu avec le chef d'état major de l'armée israélienne, Gabi Ashkenazi, lors d'une rencontre aux quartiers généraux de l'OTAN en novembre dernier, quelques jours avant de signer ce rapport. On peut donc supposer qu'il a mis Ashkenazi au courant et que celui-ci a donné son aval.

Selon JOE Part III/ E/pge 37 : *"...En fait il y a un arc d'instabilité croissant de puissances nucléaires allant d'Israël à l'Ouest passant par un Iran émergent, Pakistan, Inde et jusqu'en Chine, la Corée du Nord, et la Russie à l'Est. Taïwan et le Japon ont tous les deux la capacité de développer rapidement des armes nucléaires, si leurs dirigeants politiques décidaient de le faire. Malheureusement, cet arc nucléaire coïncide avec des zones importantes d'instabilité - des régions qui à cause de leur puissance économique et de leurs ressources énergétiques sont d'un intérêt énorme pour les Etats Unis. De plus, certains dans la région peuvent ne pas considérer les armes nucléaires comme des armes de derniers recours...."*

Il semble de plus en plus difficile pour Israël de dissimuler ses bombes atomiques sous un voile d'ambiguïté dont personne n'est dupe. Il se pourrait donc que les Israéliens dans un futur proche, et dans des circonstances qu'ils auront choisies comme propices, reconnaissent être en possession d'armes nucléaires, comme moyen "d'auto défense". C'est l'argument choc Sioniste pour justifier les massacres de civils, on l'a vu une nouvelle fois récemment à Gaza. Ce qui est néanmoins à craindre c'est que, prétextant une "menace existentielle" à cause du programme nucléaire iranien qu'ils accusent sans preuve formelle d'être détourné à des fins militaires, ils ne choisissent d'utiliser des mini bombes nucléaires pour bombarder les installations nucléaires iraniennes et de révéler dans la foulée être une puissance nucléaire. Les responsables israéliens ne croient pas à la dissuasion nucléaire type Guerre Froide, et de plus le Premier Ministre bientôt en poste, Benjamin Netanyahu, et son futur ministre des affaires étrangères, le chef du parti d'extrême droite Lieberman, sont partisans d'actions militaires préventives. Comme écrit dans JOE :

"certains dans la région peuvent ne pas considérer les armes nucléaires comme des armes de derniers recours." Une allusion peut être à une possible attaque nucléaire israélienne contre l'Iran ?

JOE, "Joint Operating Environment", " Défis et Implications pour les Futures Forces Conjointes", donne des informations précieuses pour quiconque veut comprendre et lutter contre la mondialisation impériale, militaire, coloniale des Etats Unis. Ce rapport fournit de lui-même des arguments clés pour cette lutte, c'est pourquoi il est impératif de le lire et de bâtir une stratégie pour contrecarrer ces projets et proposer une autre vision du monde. Ce rapport se veut spéculatif et non prédictif pour les vingt cinq prochaines années à venir, le point de départ de discussions sur le futur environnement sécuritaire à un niveau opérationnel spécifique, celui de la guerre, pour déterminer les défis à affronter dans ce contexte et leurs implications inhérentes. Il se base sur ce que l'on peut qualifier de Darwinisme militaire, lui-même basé sur un à priori déterministe que la guerre est inévitable.

" La guerre dans le cours de l'histoire a été un principal conducteur de changement et il n'y a aucune raison de croire que le futur sera différent sur ce point. De même la nature fondamentale de la guerre ne changera pas. La guerre restera essentiellement une obligation humaine..." Tout en se défendant de prévenir l'avenir, il stipule que : *" on ne peut pas exclure la possibilité que les forces armées US soient engagées dans un conflit persistant pendant le prochain quart de siècle."* Il définit ensuite les ennemis N°1, les extrémistes religieux principalement islamistes et les anti mondialisations :

" Dans les prochaines 25 ans, il continuera d'y avoir ceux qui détourneront et exploiteront l'Islam et d'autres croyances pour des fins propres extrémistes." " Il continuera d'y avoir des opposants qui essaieront de perturber la stabilité politique et empêcher le libre accès aux richesses mondiales communes cruciales pour l'économie mondiale. Dans cet environnement, on continuera de faire appel pour protéger nos intérêts nationaux à la présence, la portée, et la capacité des forces armées US, travaillant avec des partenaires ayant le même état d'esprit." Autrement dit l'interventionnisme militaire américain est au service de ce programme d'appropriation de ce que les américains définissent comme, internationalement, des "richesses mondiales communes" , et nationalement, leurs " intérêts nationaux", en quelque sorte une espèce d'universalisme économique sous tutelle de l'Empire.

Dans un chapitre intitulé "Mondialisation" (Part II pge 13 et suivant) l'interventionnisme militaire américain est clairement défini comme au service de la mondialisation présentée comme un progrès pour l'humanité et comme inévitable, donc qu'il faut défendre, y compris les armes à la main. Le lien indissoluble puissance militaire mondiale, puissance économique mondiale, y est lui aussi précisément établi, ce qui laisse supposer que si l'un de ses composants s'effondre l'autre s'effondrera aussi.

"...Un monde plus pacifique et coopératif est seulement possible si le rythme de la mondialisation continue...Dans un monde mondialisé de grandes nations, les Etats Unis n'auront pas toujours à prendre la tête des actions pour gérer les troubles qui surgiront. Dans les années 2030, chaque région du monde aura probablement des puissances économiques locales ou des organisations régionales capable de diriger. De toute façon, les US considéreront souvent comme prudent de jouer un rôle de coopération ou de soutien dans des opérations militaires dans le monde entier.... "

"..Un composant central de la position militaire mondiale de l'Amérique, c'est son énorme puissance économique. Cette puissance est fondée sur une économie domestique liée mondialement et financièrement fiable. Si ce caractère central de la puissance américaine était affaibli, il y a de fortes chances que les capacités militaires soient diminuées ou même, comme conséquence, se dégradent."

http://www.planetenonviolence.org/Pour-JOE,-Un-Rapport-du-Pentagon,-Israel-Est-Une-Puissance-Nucleaire-Approche-Militaire-US-Mondiale-Inseparable-De-La_a1843.html?preaction=nl&id=8073564&idnl=46677&

1-3 Katleen & Bill Christison : Israël - Etats-Unis : L'ampleur des liens militaires.

Alors que les Etats-Unis doivent se serrer la ceinture, l'une des gratifications les plus automatiques - gratification à tout point de vue - est versée à un gouvernement étranger. L'aide militaire américaine à Israël est distribuée et s'accroît annuellement en milliards de dollars.

La gratification suprême

En ces jours de crise économique, de dépassements de budgets, de budgets additionnels, de subventions par milliards de dollars alors que les Etats-Unis doivent se serrer la ceinture, l'une des gratifications les plus

automatiques - gratification à tout point de vue - est versée à un gouvernement étranger, cela n'est toutefois guère compris par une grande majorité d'Américains.

L'aide militaire américaine à Israël est distribuée et s'accroît annuellement en milliards de dollars et pourtant elle reste pratiquement non remise en cause pendant que d'autres dépenses fiscales connaissent des réductions drastiques.

Les Etats-Unis et Israël ont signé un protocole d'accord en août 2007 dans lequel les USA s'engagent à verser à Israël 30 milliards de dollars d'aide militaire durant la prochaine décennie. Il s'agit d'une subvention payée cash au début de chaque exercice budgétaire. La seule stipulation constituant une obligation pour Israël dans l'utilisation de ce don en espèces est d'en dépenser 74% dans l'achat de produits et services militaires américains.

La première subvention dans le cadre de cet accord a été versée en octobre 2008, pour l'année fiscale 2009, pour un montant de 2,55 milliards de dollars. Pour arriver au total de 30 milliards sur 10 ans, le montant annuel va devoir être augmenté progressivement jusqu'à 3,1 milliards pour l'année fiscale 2013. Et ceci va se poursuivre jusqu'à l'exercice 2018.

Israël est de loin le bénéficiaire le plus important de l'aide étrangère US. Depuis 1949, les Etats-Unis ont fourni à Israël un total de 101 milliards de dollars d'aides, dont 53 milliards en aide militaire. Pour les 20 dernières années, Israël a touché une moyenne annuelle de 3 milliards de subventions ; jusqu'à présent, ces subventions mêlent aide économique et aide militaire.

Israël reçoit ces aides à des conditions infiniment plus favorables que n'importe quel autre bénéficiaire. L'Egypte, par exemple, reçoit 2 milliards de dollars par an en aide économique, mais il s'agit-là d'un prêt et il doit donc être remboursé. L'Arabie saoudite possède aussi un équipement militaire US dans son arsenal mais elle a acheté et payé cet équipement, il ne lui fut pas remis gracieusement comme pour Israël.

On peut prétendre que l'aide à Israël bénéficie aux Etats-Unis du fait qu'Israël se doit d'acheter du matériel militaire fabriqué ici aux Etats-Unis. Mais ce réinvestissement de l'argent fédéral dans l'industrie de l'armement n'est pas la manière la plus judicieuse pour stimuler la reprise économique générale. En réalité, en pleine crise économique, s'engager sur le long terme avec une obligation d'une telle ampleur est hautement irresponsable. Quand Israël agresse les Palestiniens, comme il l'a fait récemment à Gaza, ses outils de destruction ce sont les Jet et les hélicoptères d'attaque US, les missiles US, le phosphore blanc et les bulldozers Caterpillar fabriqués aux USA. Toute cette destruction avec les fabrications américaines est clairement identifiable dans les émissions de télévision de tout le monde arabe et musulman, où les téléspectateurs se font régulièrement une cure d'informations montrant des civils palestiniens assassinés par les armes fabriquées aux USA. C'est au sein de cette vaste population, qui se sent une affinité avec les Palestiniens et elle-même agressée par les Etats-Unis, que des terroristes comme Osama Bin Laden peuvent faire des recrues.

La loi américaine pour l'aide étrangère [Foreign Assistance Act] stipule qu'aucune aide ne doit être fournie à un pays qui s'engage dans un système permanent de violations des droits de l'homme. Justement, Israël est accusé par des organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International et Human Rights Watch de telles violations pendant l'agression contre Gaza et lors d'attaques antérieures. Israël agit également en contradiction de la loi américaine sur le contrôle de l'exportation des armes [Arms Export Control Act], qui stipule que l'armement états-unien ne doit être utilisé que pour la « sécurité intérieure ».

Toute cette masse d'armements porte en outre gravement atteinte à la mission des médiateurs américains pour la paix, tel l'ancien sénateur George Mitchell récemment désigné par le président Obama comme envoyé au Moyen-Orient. Aussi longtemps qu'Israël restera assuré d'obtenir un lot annuel d'armements de milliards de dollars, il ne sera en aucune manière incité à se soucier des efforts de médiation de Mitchell, à faire les concessions territoriales nécessaires pour arriver à un accord de paix, à arrêter de construire des colonies et d'autres infrastructures dans les territoires palestiniens occupés, ou à cesser ses agressions contre les Palestiniens. En s'engageant eux-mêmes à fournir toutes ces armes, les Etats-Unis sabotent d'une main l'accord de paix qu'ils essaient de promouvoir de l'autre.

Ces détournements des intérêts nationaux US doivent cesser.

[Kathleen et Bill Christison](#)

9 mars

Kathleen et Bill Christison ont écrit sur la Palestine et Israël pendant plusieurs années. Kathleen est l'auteur de deux livres sur la situation palestinienne et la politique US sur cette question, quant à Bill, il a écrit de nombreux articles sur la politique étrangère américaine, la plupart sur CounterPunch.

Ils sont aussi co-auteurs d'un livre à paraître en juin chez Pluto Press sur l'occupation israélienne et ses conséquences sur les Palestiniens, avec plus de 50 de leurs photographies. Il y a trente ans de cela, ils étaient tous deux analystes politiques à la CIA. Ils sont membres de la coalition Stop \$30 Billion, à Albuquerque, Nouveau Mexique.

Ils peuvent être joints à l'adresse : kb.christison@earthlink.net.

<http://alternatives-international.net/article3056.html>

1-4 Chems Eddine Chitour : Les lobbys d'israël: La vraie force d'Israël.

«Ou bien je définis la politique sur le Moyen-Orient ou bien c'est l'Aipac qui le fait.»

Zbigniew Brzezinski, conseiller à la National Security de l'administration Carter

On a tout dit d'Israël, pays "sûr de lui et dominateur!" pour reprendre l'expression du général de Gaulle On est tenté à première vue de convoquer la religion pour expliquer comment cette «religion du Livre» se veut singulière à nulle autre pareille. La logique actuelle d'Israël et de ses lobbys est de diaboliser au nom de l'antisémitisme- qui ne concerne pas les Arabes, autres sémites pourtant- toute tentative de critique d'Israël. La moindre critique de l'Etat d'Israël et de la doctrine sioniste est ipso facto traitée d'antisémitisme. La liste des victimes de cet oukase ne s'arrête pas de s'allonger. Souvenons-nous des procès de la Licra contre l'abbé Pierre, Garaudy, même le philosophe Edgard Morin, juif de naissance dont Esther Benbessa a dit, à juste titre, que c'était un «Juste parmi les Justes».

On l'aura compris: personne n'échappe à la censure même les juifs de naissance et il s'en trouve, qui n'accepte pas cette chappe intolérable qui veut que tout ce qui critique Israël est assimilé à une critique des juifs. C'est à croire que toute l'énergie de ces inconditionnels est de traquer les contrevenants à la «Loi». Si malgré leur meilleure volonté, les gardiens du «Temple» ne peuvent trouver nulle part des actes antisémites, alors il leur faut réanimer les horreurs du passé en rappelant qu'elles peuvent se reproduire à tout moment. Cela explique le flot ininterrompu de films et d'émissions de TV toujours neufs sur l'antisémitisme du national-socialisme et des efforts zélés pour mettre au pilori de réels ou imaginaires néo-nazis. A la base de toute la tradition juive on trouve l'idée que les juifs tout au long de l'histoire ont été continuellement torturés et persécutés Le traumatisme résultant de la peur de voir à nouveau se répéter ces atrocités est exploité à fond par les sionistes.

On rappelle quotidiennement aux juifs qu'ils vivent dans un monde hostile(!), que la peur et la crainte font partie de leur identité, de leur nature. De nombreux juifs souffrent de cette peur continue. Ils voudraient, disent-ils, vivre comme des hommes normaux, psychologiquement sains, psychologiquement équilibrés... Alors intervient le sionisme! et ce sionisme les sermonne, l'index levé: «Pensez que vous êtes juifs!, que vos prochains vous détestent et qu'ils peuvent à chaque moment fomenter de nouveaux pogroms et vous pousser dans de nouvelles chambres à gaz. Votre seule protection consiste à posséder votre propre patrie, Israël, et à y trouver refuge. Pour cela, Israël doit survivre malgré ses ennemis.» Cette peur irrationnelle touche particulièrement les juifs qui s'engagent en faveur du sionisme alors que ceux qui sont pour le socialisme et surtout ceux qui participent au domaine scientifique et médical y sont moins sujets. Le fait que le sionisme considère l'assimilation comme le danger le plus mortel ressort des mises en garde continues des dirigeants sionistes le boss sioniste Nahum Goldmann a dit le 30 décembre 1964 lors du 26e Congrès sioniste mondial à Jérusalem: «L'assimilation représente pour l'existence éternelle du peuple juif un danger plus grand que ne l'ont été dans le passé les persécutions, inquisitions, pogroms et l'holocauste» (cité d'après le Monde du 1.1.1965).

Cette citation prouve l'existence d'un traumatisme racial mélangé d'anxiété chez les sionistes. En son temps, la publication du livre Le juif international de Henry Ford, en 1920, a eu l'effet d'une bombe sur la scène politique américaine. Dans son livre, il révèle que les juifs contrôlent plus de 90% des médias aux USA et qu'ils abusent de ce pouvoir pour imposer aux non-juifs une réelle dictature à l'échelon mondial. «Les politiciens et les généraux américains sont menés par le puissant lobby juif israélien aux USA», révèle déjà le titre d'un intéressant article du Herald Tribune du 7 juillet 1987. Selon cet article, le lobby juif est devenu aux Etats-Unis, d'année en année, de plus en plus puissant et dominant. Le seul président des Etats-Unis qui osa braver le pouvoir sioniste, au moins dans un cas important, fut Dwight D. Eisenhower. Celui-ci jouissait en tant qu'ancien général des Forces Alliées du plus haut prestige dans son pays. En 1956, lors de la Guerre de Suez, Eisenhower força Israël avec les Français et les Anglais à se retirer des territoires occupés, faute de quoi il menaçait de couper immédiatement toute aide des Etats-Unis. (...)

«Personne, écrit Rodrigue Tremblay, ne peut comprendre ce qui se passe politiquement aux USA sans être conscient qu'une coalition politique des principaux groupes pro-Likoud, des intellectuels néo-conservateurs pro-israéliens et des sionistes chrétiens, exerce une influence terriblement forte sur le gouvernement US et ses politiques. Avec le temps, ce vaste lobby pro-israélien, dont le fer de lance est l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), a étendu l'ensemble de son emprise sur de grandes parties du gouvernement US, y compris le bureau du vice-Président, le Pentagone et le département d'Etat, en plus du contrôle de l'appareil législatif du Congrès. Il est assisté dans sa tâche par de puissants alliés au sein des deux principaux partis politiques, des grands médias et quelques boîtes à idées ("think-tanks") richement financés, comme l'American Enterprise Institute, la Heritage Foundation, ou le Washington Institute for Near East Policy. Les techniques de l'AIPAC sont si efficaces qu'on peut facilement avoir l'impression que c'est "un gouvernement parallèle" à Washington DC. (...) Ainsi, qui pourrait blâmer l'AIPAC d'être convaincue qu'elle tient en laisse le Congrès US? Si l'AIPAC était une entreprise, l'AIPAC a une telle emprise sur Washington que quelquefois on peut être pardonné de confondre Tel-Aviv et Washington DC. »

« Un exemple récent: L' AIPAC a rédigé une résolution de soutien à Israël dans ses bombardements sauvages et illégaux sur le Liban. Le 20 juillet 2006, la résolution fut votée à l'unanimité par les 100 membres du Sénat, et le vote de la Chambre fut de 410 à 8. L'affaire est entendue.(1) «Pendant de nombreuses années, l'influence du lobby resta indécélable, ignorée ou dissimulée par les médias qu'il contrôlait et par la plupart des commentateurs. Pourtant, le 10 mars 2006, deux respectés spécialistes américains, les professeurs Stephen Walt de l'université de Harvard et John Mearsheimer de l'université de Chicago publièrent une étude dans The London Review, intitulée The Israël Lobby and U S Foreign Policy, au sujet de l'influence disproportionnée que ce lobby d'intérêts particuliers a sur la politique étrangère US. Un autre exemple du type de pouvoir que le lobby détient de nos jours à Washington DC est son succès dans l'établissement au sein du département d'Etat, avec l'argent des contribuables, d'une agence d'intérêts particuliers, appelée l'Office of global anti-Semitism consacrée à la surveillance autour du monde des cas, entre autres choses, de critique d'Israël ou des politiques US pro-

israéliennes.»(1) La même technique existe en France puisque le ministère de l'Intérieur «coordonne avec le Crif» la traque aux actes antisémites.

Dernière prouesse en date de l'AIPAC: L'administration Obama avait choisi le diplomate Charles W. Freeman pour occuper le poste de président du «National Intelligence Council», qui émet des avis à la Maison-Blanche sur les questions de sécurité. Il vient de renoncer à ce poste en accusant les lobbys pro-israéliens d'avoir mené une violente campagne contre lui. Le New York Times a donné cette nouvelle le lundi 10 mars. Dans un message publié mardi 11 octobre 2008 sur le site du Foreign Policy magazine, Freeman a blâmé les lobbys pro-israéliens. «La tactique de ces lobbys, a-t-il dit, touche le fond du déshonneur et de l'indécence. Elle procède de l'assassinat de la personnalité, de la citation inexacte et sélective, de la distorsion volontaire de l'enregistrement, de la fabrication de mensonges, et d'un total mépris de la vérité.» Al Jazeera pour sa part, a publié une déclaration de Freeman mardi 11 mars: «Il est facile de voir d'où viennent les e-mails diffamatoires qui me concernent. Ceci montre qu'un puissant lobby est déterminé à empêcher d'émettre tout autre point de vue que le sien. Le but de ce lobby est de contrôler le processus politique. Pour cela il exerce un veto sur la nomination de personnes qui contestent la validité de ses points de vue, il remplace l'analyse politique par ce qu'il juge politiquement correct, et pour préparer les décisions de notre gouvernement il exclut toutes les options autres que celles qui ont sa faveur.»

En fait, dans chaque pays occidental les lobbys veillent au grain. A titre d'exemple, La Fédération Sioniste de Grande-Bretagne et d'Irlande «The Zionist Federation of Great Britain and Ireland» créé en 1899 a pour but non seulement de veiller sur les juifs britanniques mais aussi de faciliter leur «Alya» vers Israël. Un homme qui a été agressé, lundi 19 janvier, à Londres a amené Jonathan Hoffman, vice-président de la «Zionist Federation of Great Britain», l'équivalent du CRIF en Angleterre, à déplorer que le gouvernement britannique ne s'investisse pas outre mesure dans le combat contre la montée de l'antisémitisme dans le pays. Le CRIF n'est pas en reste, il semble que le président du CRIF ait téléphoné au président Sarkozy pour s'opposer à la nomination de Hubert Védrine, trop proche des Arabes. A la place, un forcing a été fait pour le porteur de sac de riz devant les caméras. On l'aura compris: il s'agit de Bernard Kouchner.

Le dîner 2009 du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) le 2 mars, écrit Dominique Vidal aura, battu tous les records, d'affluence (plus de 1000 participants), de représentativité (le Premier ministre François Fillon et le gros du gouvernement comme de la classe politique, sauf le PCF et les Verts, non invités), d'oecuménisme (les dignitaires des principales confessions, Islam compris). Même le président de la République, dont l'Élysée avait annoncé l'absence, a fini par passer une demi-heure, de retour d'Égypte. Le président Richard Prasquier et, à sa suite, le chef du gouvernement, auront, hélas, battu un autre record: celui de la manipulation politique et idéologique. Rien de plus légitime, pour le CRIF, que d'appeler à la vigilance contre les manifestations d'antisémitisme, qui se sont multipliées, explique-t-il, pendant l'offensive israélienne contre Gaza. L'expérience du début des années 2000 incite toutefois à manier prudemment les chiffres, à ne pas mélanger courriels, graffitis et violences contre des fidèles ou des lieux de culte, à ne pas accuser en bloc et sans la moindre preuve les jeunes Français d'origine arabe ou de religion musulmane, eux-mêmes victimes de nombreuses agressions racistes ou islamophobes - sans oublier la répression au faciès...(2)

Faisant dans l'amalgame, le président actuel du CRIF tire sur tout ce qui bouge. Là où la légitimité s'arrête, poursuit Dominique Vidal, c'est quand M. Prasquier, malheureusement suivi par le Premier ministre, dénonce comme antisémites les participants aux défilés de solidarité avec Ghaza, allant jusqu'à exclure de son dîner les Verts et le Parti communiste français - PCF (1), accusés de «ne pas s'être élevés contre le kidnapping (sic) des manifestations par des mouvements islamistes, avec des slogans antijuifs». Quiconque y a pris part sait pourtant que ces débordements furent à la fois marginaux et unanimement condamnés. Quant à l'issue d'un cortège du CRIF, le 7 avril 2002, les nervis du Betar et de la Ligue de défense juive (LDJ) s'en prirent aux passants d'origine arabe, accusa-t-on M. Roger Cukierman, alors président du CRIF, d'avoir conduit une «ratonnade»? Question toujours d'actualité: qui protège la LDJ, interdite aux États-Unis et en Israël, mais autorisée en France malgré ses violences récurrentes? Loin d'être un signe de force, ces dérapages du CRIF révèlent sa faiblesse. Ses dirigeants n'ont certes pas renoncé à pratiquer le chantage à l'antisémitisme pour mieux défendre la politique israélienne. Dernière preuve en date: dans le climat du dîner, M. Fillon s'est cru obligé de menacer de boycotter la seconde conférence des Nations unies sur le racisme à Durban, si Israël y était «stigmatisé»! (2)

A juste titre, des juifs citoyens français se sont soulevés contre cette politique de racisme. Écoutons le témoignage suivant: «L'antisémitisme est une abomination. Il est synonyme de racisme envers les musulmans et les Juifs, tous deux sémites. Et justement, je reviens au sujet du jour, une question me taraudait: pourquoi les émissions religieuses sur France 2 accordaient-elles à l'époque 45 mn aux juifs, et seulement 30 aux Musulmans, alors qu'ils étaient presque dix fois plus nombreux? (...) Donc, les musulmans et les juifs sont sémites. Le racisme est une abomination,. Ce sont les politiques que je juge. L'obscurantisme est trop souvent le lot des Arabes, et les potentats locaux ne se comptent plus parmi eux. Mais ils sont rarement impérialistes, ils provoquent peu de guerres, ils n'ont jamais persécuté les individus comme nous l'avons fait notamment à travers la Shoah, ils ne divisent pas pour régner...»(3)

«Or, le repas du Crif vient d'avoir lieu. Saviez-vous qu'il s'agit d'une institution bien française, très parisienne? L'Angleterre de Sa Majesté, par exemple, n'a pas son repas communautariste annuel. (...) Drôle de République, en vérité! La communauté juive a tous les droits, tous les honneurs, on se prosterne devant elle, c'est la vache sacrée française. Pas touche mon Juif! (...) A quatre pattes devant la communauté juive. Toutes les portes s'ouvriront. Rachida Dati ou Fadela Amara sont des musulmanes qui ont compris qu'il était plus important, aujourd'hui, de faire sa révérence devant un membre du CRIF que de la communauté musulmane ou noire. C'est

ainsi. Et le must du must, c'est de montrer sa frimousse au repas annuel du CRIF. Tous les politiques, toutes les célébrités, y vont. Même à contrecœur! Il faut se montrer. Passage obligé. Malheur aux absents!»(3)
Chacun comprend en définitive que la politique des puissances occidentales se décide au sein des puissants lobbys juifs dont le pouvoir repose sur l'argent, les médias et l'intelligence. Il faut le reconnaître, une grande partie des prix Nobel est de confession juive. Imaginons pour rire le président Sarkozy et tout son staff au dîner de l'UOIF, sans conteste ce sera la révolution de la laïcité, dira-t-on, qui en a pris un coup. Les biens pensants crieront à la nécessité d'un nouveau Poitiers pour arrêter cette peste brune, pour reprendre les mots d'un président du Crif.

1.Rodrigue Tremblay: Aipac, <http://www.thenewamericanempire.com/tremblay=1033.htm>

2.Dominique Vidal: Dérapages du CRIF, relaxe pour Siné Le Monde diplomatique 7 mars 2009

3.Eva Le dîner du CRIF <http://r-sistons.over-blog.com/article-28607690.html> 4 mars 2009

Pr Chems Eddine Chitour

Dimanche 15 Mars 2009

vdida2003@yahoo.fr

http://www.alterinfo.net/Les-lobbys-d-israel-La-vraie-force-d-Israel_a30785.html

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Pour que les dernières feuilles de vigne ne tombent pas.

Depuis que Avigdor Lieberman est pressenti pour occuper le poste du ministre des Affaires étrangères dans le nouveau gouvernement israélien en formation, les médias et les milieux diplomatiques occidentaux et arabes (notamment ceux dits modérés) font part de leurs inquiétudes quant à l'avenir de la « paix » en Palestine et au Moyen Orient.

A mon modeste niveau, je pense qu'ils ont absolument raison.

Cependant Lieberman incarne le « rêve sioniste israélien », car, lui, il a débarqué sur les terres de la Palestine en 1978 alors qu'il avait 20 ans, en arrivant de la Moldavie (rien d'étonnant nous disent les sionistes, car la Moldavie est une province de la Palestine et les Moldaves sont en vérité des Palestiniens, ndt) où il fut videur de boîte de nuit.

Et le voilà propulsé en haut de l'affiche au sommet du pouvoir dans le gouvernement d'occupation de la Palestine. Cela rappelle un certain Arnold Schwarzenegger qui est parti s'installer à 21 ans sur les terres des Amérindiens pour finir gouverneur de l'état de la Californie.

Là bas, on appelle cela le « rêve américain ». Il ne manquerait plus qu'un Obama à la tête de ce qu'on devrait appeler l'état sioniste ashkénazi, et l'on verra mieux alors la similitude entre ces deux « rêves »...

Alors pourquoi les maîtres du monde ont-ils raison de s'inquiéter ?

Est-ce parce que Lieberman est le chef d'un parti qualifié d'extrême droite, qu'il est considéré comme un sioniste raciste (mais peut-on l'être autrement ?) qui est pour le « transfert » des Arabes « israéliens » et pour préserver la pureté de l'état juif ?

Ce qui par conséquent entraverait le processus de « paix » en Palestine et menacerait la stabilité de la région etc. etc. Ou est-ce parce que les chancelleries occidentales ou arabes « modérées » préfèrent avoir affaire au « visage d'ange »

Tzipi Livni et à son toucher féminin dans le traitement des bombardements, des destructions et des humiliations infligés aux Arabes de la Palestine ?

La raison me semble t-il et toute autre. C'est pour que le masque, ou plutôt les masques ne tombent pas. La raison est que la ligne politique adoptée par l'état sioniste ashkénazi est d'avancer toujours à visage couvert, de prétendre vouloir la « paix » et de faire traîner les choses, de pourrir les négociations tout en continuant les colonisations, les destructions, les expulsions et les arrestations, en s'appuyant sur arabes « modérés » qui jouent le jeu en échange de la « reconnaissance internationale ».

Or, le grand défaut de Lieberman c'est qu'il avance à visage découvert et qu'il fait tomber le masque, pire encore, il fait tomber les masques, ou les dernières feuilles de vigne, de tous ceux, Arabes et Occidentaux, qui participent à cette mascarade, et qui seront obligés de lui serrer la main, de boire le verre de l'amitié et de fumer le « calumet de paix » avec lui. Après ce qui vient de sa passer à Gaza, cela ne peut que renforcer tous les mouvements de résistance qui sont en train de se former un peu partout.

On veut nous faire croire que dans l'état sioniste ashkénazi il y aurait une différence entre la Gauche, le Centre, la Droite et l'Extrême Droite, et que le combat à mener c'est de faire gagner des gens du Centre ou des gens de la Gauche. Car dans ces courants il y a des intellectuels israéliens remarquables auxquels il faut croire, des intellectuels reçus et applaudis en Occident comme des hommes « de paix » qui ont souffert dans leurs vies et qui se battent pour que les Palestiniens ne souffrent pas comme eux.

Le 18 mars 2004, alors que c'était l'autorité palestinienne qui dominait encore à Gaza, l'écrivain sioniste israélien A.B. Yehoshua, connu comme un homme de « gauche » et un homme de « paix » qui aime la France et qui est apprécié par quelques uns de nos grands « intellectuels, philosophes et humanistes » français, il accorda une interview intitulée « A nations that knows no bounds » au supplément du weekend du journal Haaretz, une

interview qui n'est autre que le scénario imaginé, presque cinq ans à l'avance, des crimes commis par l'armée sioniste qui viennent d'avoir lieu à Gaza.

Dans cette interview citée par l'écrivain israélien Yitzhak Laor en octobre 2004 dans un [article publié sur le site Counterpunch](#), on peut lire :

« Il est possible qu'il y ait une guerre avec les Palestiniens.

Elle n'est pas nécessaire mais elle n'est pas à exclure.

Mais s'il y a une guerre, elle sera très courte. Peut-être une guerre de six jours. Parce qu'après avoir démantelé les colonies, et après avoir cessé d'être une armée d'occupation, les règles de la guerre seront différentes. Nous exerceront toutes nos forces. Nous n'aurons plus à courir derrière tel terroriste ou tel instigateur--nous utiliserons la force contre la population toute entière. Nous allons utiliser toute la puissance. Car à partir du moment où nous nous retirons, je ne veux plus connaître leurs noms. Je ne veux plus avoir affaire à eux. Je ne suis plus dans une situation d'occupation, de maintien de l'ordre et de B'Tselem [L'organisation des droits de l'homme]. Non, je serai là en face d'eux dans une logique de peuple contre peuple, d'état contre état (lequel ???, ndt). Je ne vais pas commettre des crimes de guerre pour leurs propres intérêts, mais je vais utiliser toute ma puissance contre eux. S'il y a des tirs contre Ashkelon, il n'y aura pas d'électricité à Gaza. Nous utiliserons la force contre la population toute entière. Nous utiliserons toute la puissance. Ce sera une guerre complètement différente. Ce sera beaucoup plus dur pour les Palestiniens. S'ils tirent des roquettes al-Qassam contre Ashkelon, nous couperons l'électricité à Gaza. Nous couperons les communications à Gaza. Nous empêcherons l'approvisionnement en fuel. Nous utiliserons toute notre puissance comme nous l'avons fait contre les villes égyptiennes au long du canal de Suez en 1969. Et alors quand la souffrance des Palestiniens sera toute différente, bien plus grave, ils élimineront la terreur, par eux-mêmes. Le peuple palestinien vaincra le terrorisme par lui-même (Il l'a effectivement vaincu, le terrorisme d'état sioniste, ndt). Il n'aura pas d'autre choix. Qu'ils arrêtent les tirs. Peu importe si c'est l'Autorité Palestinienne ou le Hamas. Quand ceux qui assument la responsabilité du fuel, de l'électricité et des hôpitaux, quand ils constatent que rien ne marche, ils agiront en quelques jours pour que les tirs d'al-Qassam s'arrêtent. Cette nouvelle situation changera complètement les règles du jeu. Ce n'est pas une guerre souhaitée, mais elle sera définitivement une guerre de nettoyage. Une guerre qui fera comprendre aux Palestiniens qu'ils sont souverains. La souffrance qu'ils vont subir après la fin de l'occupation leur fera comprendre qu'ils doivent arrêter la violence, car maintenant ils sont souverains. A partir du moment où nous nous retirons, je ne veux plus du tout connaître leurs noms. Je ne veux plus avoir affaire à eux, et je ne vais pas commettre des crimes de guerre pour leurs propres intérêts. »

Après cette démonstration limpide, voyez-vous toujours une différence entre Lieberman, Netanyahu, Livni, Olmert, Barak ou Peres le prix Nobel de la paix ?

Croyez-vous qu'il y a une différence entre Gauche et Droite dans l'état sioniste ashkéNazie ?

[L'Espresso](#), 26/2/2009.

Traduit par Esteban G., révisé par Fausto Giudice, [Tlaxcala](#)

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/proche_moyenorient/20090323.OBS0239/gaza_une_ong_israelienne_accuse_larmee_davoir_viole_le.html

2-2 Un Etat terroriste.

Que dire de plus d'un Etat qui est autorisé, par ce qui s'appelle la communauté internationale, à faire tout ce qu'il veut, à terroriser qui et quand il veut, à tuer qui et quand il veut, à détruire des centaines de milliers de vies familiales, à démolir des maisons, à chasser ses occupants, et ce, depuis plus de 60 ans ?

Le taxer d'être un Etat terroriste devient de la cajolerie, quand il s'agit de l'Etat sioniste d'Israël.

Suite à l'échec de l'opération d'échange de prisonniers, le soldat-colon franco-israélien Shalit contre un millier de prisonniers palestiniens (450 aux lourdes peines, les femmes, les enfants, les malades et d'autres prisonniers) sur les dix-mille que l'Etat terroriste détient, parce que le gouvernement Olmert est revenu sur sa parole en dernière minute, les appareils sécuritaires et militaires de cet Etat s'en prennent à des personnes qui ne sont accusées de rien. Des rafles et arrestations de députés et de personnalités proches du Hamas ou membres du Hamas sont menées depuis le mercredi 18 mars dans toute la Cisjordanie, rien que pour faire pression et obliger le Hamas à accepter les conditions israéliennes. De plus, des conseils furent émis aux autorités carcérales d'appliquer des sanctions contre les prisonniers du Hamas et du Jihad islamique, alors que les conditions de détention sont de plus en plus épouvantables. Deux mesures terroristes et lâches par excellence. Mais qui témoignent de la défaite israélienne. Défaite militaire, défaite politique, défaite morale (poursuite de cette défaite, car il n'y a jamais eu une morale dans le sionisme).

Contre qui s'exerce le désarroi d'une classe politico-militaire qui va d'échec en échec ?

Contre des prisonniers!!!

Contre des civils, qui ne sont accusés de rien, sinon d'afficher des opinions politiques que n'aime pas l'occupant. Israël nous a habitués à ce genre d'actes purement vengeurs et lâches : la guerre de juillet 2006 contre le Liban et sa résistance islamique, la guerre de Gaza en décembre 2008-janvier 2009, contre une population assiégée depuis deux ans, et sa résistance armée.

Des milliers de civils assassinés, des infrastructures détruites, des quartiers rasés... Pour venger un soi-disant affront. Dans la plus pure tradition coloniale, lorsque le "maître" ne supporte pas que "l'esclave" lève la tête et refuse d'obéir.

Un Etat qui plonge, la tête en avant... C'est l'image d'Israël aujourd'hui, face à une résistance libre et digne, qui rassemble de plus en plus de gens autour d'elle, qui revendique la libération et la liberté pour les prisonniers politiques et militaires palestiniens, pour les résistants dignes.

La résistance refuse que ces résistants, une fois libérés, soient expatriés (ce que veut Israël), car elle proclame, haut et fort, depuis l'expérience de l'expatriation des résistants de l'Eglise de la Nativité à Bethlehem (qui sont toujours expatriés, en violation de l'accord conclu à l'époque) : plus jamais d'expatriation.

La résistance refuse de distinguer entre les prisonniers et réclame la libération des 450 résistants, sans une seule exclusion.

Si Olmert est incapable de mener une telle opération d'échanges à son terme, pourquoi se venger contre les prisonniers ?

N'est-ce pas du terrorisme lâche ? Et qu'en pense "la communauté internationale"? Quelle réaction des pays soi-disant défenseurs des droits de l'homme ? Vont-ils encore se taire et laisser faire leur rejeton ?

Rim al-Khatib

19 mars

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Rim_al-Khatib.190309.htm

2-3 Khalid Amayreh : Creuser sa propre tombe.

Israël impose de nouvelles punitions à Gaza après la rupture des négociations, rapporte Khaled Amayreh depuis Jérusalem-Est occupé.

Le gouvernement israélien a décidé d'imposer un nouvel « ensemble de punitions » contre la Bande de Gaza, suite à la rupture des négociations avec le Hamas, sous médiation égyptienne, au sujet de la libération d'un soldat d'occupation israélien détenu par les combattants du mouvement islamique.

Le gouvernement israélien, qui avait indiqué qu'un accord d'échange de prisonniers avec le Hamas était en vue, a soudainement changé d'avis, accusant le Hamas « d'inflexibilité » et « d'exigences exagérées ».

Les exigences du Hamas sont restées inchangées depuis le début de l'affaire Shalit, il y a plus de 30 mois, lorsque la guérilla palestinienne a capturé le soldat d'occupation israélien au cours d'une bataille transfrontalière avec l'armée israélienne.

Le Premier ministre sortant Ehud Olmert a lancé une diatribe contre le Hamas, qualifiant le mouvement de « groupe terroriste ».

Olmert a totalement ignoré les propres antécédents terroristes d'Israël, qui a tué et assassiné des milliers de Palestiniens innocents pendant que lui-même était au pouvoir.

En décembre et janvier dernier, l'armée israélienne a exécuté un gigantesque bombardement sur la Bande de Gaza, tuant et blessant plus de 5.000 personnes, notamment des centaines d'enfants, et détruisant complètement la majeure partie des infrastructures civiles de l'enclave côtière.

De même, l'armée israélienne a tué et blessé des milliers de civils innocents au cours de l'attaque contre le Liban en 2006 et a lâché des millions de bombes à sous-munitions dans la campagne libanaise.

Israël a pris l'habitude d'appeler ses victimes arabes des « terroristes » tout en considérant sa propre terreur comme une « auto-défense légitime ». Il détient également près de 10.000 Palestiniens prisonniers, beaucoup d'entre eux étant des activistes politiques incarcérés sans charges ni procès.

Tenant de justifier le refus de son gouvernement de libérer les leaders de l'intifada palestinienne des prisons israéliennes, Olmert a dit que la libération de « terroristes sanglants » [signifie aussi : « foutus terroristes » NdIT] était une ligne rouge qu'Israël n'était pas disposé à franchir.

« Israël ne cèdera pas aux diktats du Hamas tant que je serai Premier ministre. Nous ne cesserons pas nos efforts [pour libérer Shalit de sa détention par le Hamas], mais nous avons des lignes rouges et nous ne les franchirons pas. Nous ne sommes pas une nation vaincue ».

Israël avait offert de libérer seulement 350 des 450 dirigeants politiques et résistants emprisonnés en Israël en relation avec leur résistance à l'occupation israélienne au cours de la dernière intifada ou insurrection palestinienne.

Toutefois le Hamas a refusé de transiger sur la libération des 100 autres prisonniers, arguant que « tout comme Shalit a une famille, nos prisonniers aussi ont une famille qui attend leur retour à la maison ».

Le porte-parole du Hamas à Gaza a également écarté l'argument donné par les dirigeants israéliens que certains prisonniers palestiniens étaient responsables de la mort d'Israéliens.

« Israël a tué des milliers de civils palestiniens et libanais innocents avec des obus au phosphore et des bombes à sous-munitions. Israël n'a pas cessé d'assassiner des Palestiniens depuis sa création. Israël lui-même est le premier assassin, menteur et voleur du monde » a dit Mushir Al-Masri, un porte-parole du Hamas à Gaza.

Al-Masri a dit aux journalistes : « Il est temps qu'Israël se rende compte que nos victimes ne sont pas les enfants d'un dieu inférieur et que le sang juif n'est pas plus précieux que le sang palestinien ».

Les responsables du Hamas impliqués dans les négociations tiennent Israël pour totalement responsable de la rupture des pourparlers. Osama Mazeini a dit que le Hamas négociait en toute bonne foi, ajoutant qu'Israël voulait « nous dicter des conditions inacceptables, comme quel prisonnier devrait être relâché ».

Israël exigeait aussi que des dizaines de prisonniers soient expulsés en Syrie, concept que le Hamas a qualifié de « violent et méprisable ». La Syrie a refusé, et un responsable syrien a ajouté : « Les Palestiniens ont un pays, il s'appelle la Palestine ».

Selon Osama Hamdan, le représentant du Hamas au Liban, Israël a marqué son accord avec « le nombre » de prisonniers à libérer mais pas spécialement avec ceux de la liste du Hamas ni avec la manière dont ils seraient libérés.

Hamdan a dit qu'Israël rejetait certains des noms, pensant que cela pourrait porter ses fruits étant donné la pression qui serait créée par l'imminent départ d'Olmert des affaires. Il a également révélé qu'Israël voulait que Shalit soit libéré avant la libération des prisonniers palestiniens, ce qu'il décrit comme « inacceptable ».

Olmert a établi un lien entre le mouvement populaire islamique et le Troisième Reich, suggérant que le petit mouvement assiégé constituait une grande menace pour les démocraties mondiales.

Des observateurs suggèrent à ce propos que cette analogie totalement gratuite reflète la frustration d'Olmert devant l'échec du blocus acharné de la Bande de Gaza et des tactiques de harcèlement d'Israël contre le Hamas, pour le forcer à libérer Shalit à un « prix plus modeste », permettant à Israël de sauver la face.

C'est ce à quoi faisait apparemment allusion Yuval Diskin, chef du Shin Bet, après la session du cabinet israélien mardi dernier. « Si nous avons accepté les conditions du Hamas réclamées le dernier jour des négociations, cela aurait mis sérieusement en danger la sécurité d'Israël ».

Amos Yadlin, directeur de Renseignement militaire israélien, s'est avancé davantage en expliquant pourquoi Israël refusait de libérer des dirigeants-clés palestiniens, politiques et résistants. « Nous soumettre aux exigences du Hamas aurait été un coup mortel porté aux éléments modérés dans l'Autorité Palestinienne et dans tout le Moyen-Orient, tandis que des extrémistes en auraient été grandement renforcés ».

Des sources israéliennes ont rapporté que le leader de l'AP Mahmoud Abbas avait mis en garde Israël à plusieurs reprises contre la libération d'un grand nombre de prisonniers palestiniens en ce moment, pour la raison que cela renforcerait le Hamas tout en affectant inversement le régime de l'AP soutenue par l'Occident. L'AP a écarté ces propos israéliens comme de la « désinformation bon marché ».

Il est intéressant de noter que ni Israël ni le Hamas n'ont dit qu'ils interrompraient les pourparlers visant un échange de prisonniers dans un avenir prévisible. Néanmoins, il est évident qu'Olmert et son cabinet sortant espèrent que la nouvelle aile droite du gouvernement israélien dirigée par le chef du Likoud, Benyamin Netanyahu, convaincra le Hamas de rabaisser ou au moins de faire marche arrière sur ses exigences premières concernant le nombre de prisonniers qu'il veut voir libérés en échange de Shalit.

Netanyahu lui-même est resté silencieux sur l'issue de l'affaire et on ne s'attend pas à entendre son avis avant sa prestation de serment comme Premier ministre, probablement en fin de semaine prochaine. Il espérait que le cabinet Olmert libèrerait Shalit avant que le nouveau gouvernement ne prenne le pouvoir.

En outre les sanctions israéliennes contre les Gazaouis déjà mortifiés incluraient de renforcer encore le blocus et d'interdire l'entrée de produits essentiels et de consommation courante. Ce qui représente un défi direct pour les appels étatsuniens et européens de plus en plus nombreux pressant Israël de relâcher un siège draconien qui dure depuis trois ans.

23 mars

Khalid Amayreh - Al Ahram Weekly

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6327

2-4 Mohamed Larbi Bouguerra L'eau, instrument de punition collective.

22 MARS. : JOURNEE MONDIALE DE L'EAU...MAIS ISRAEL A TRANSFORME LA PALESTINE EN « PAYS DE LA SOIF »

« Sans eau - Je suis moins qu'une mouche - Un amas de pierres » chantait l'immense poète Louis Aragon. Aujourd'hui, Gaza est hélas ! littéralement réduite à l'état de pierres par la barbare et criminelle agression sioniste. La journée mondiale de l'eau du 22 mars permet de mettre opportunément le doigt sur une autre des indigibles souffrances qu'Israël s'ingénie à faire subir à tous les Palestiniens : le manque d'eau... en toute illégalité car l'occupant est tenu d'assurer la desserte en eau de la population occupée ; de plus, les accords d'Oslo de septembre 1995 ont reconnu le droit des Palestiniens sur l'eau du pays dans le cadre d'un « partage équitable et raisonnable de la ressource » comme le veut du reste le droit international traditionnel de l'eau ainsi que la Conférence de Madrid, les Règles d'Helsinki et le Plan Johnston comme nous l'a affirmé M. Rabah Echeïkh, vice-président de l'Autorité Palestinienne de l'Eau. à Gaza.

L'eau, instrument de punition collective :

Israël veut être le maître de l'eau et poursuit depuis longtemps une politique systématique qui consiste à en priver les Palestiniens. Dans Le Monde du 24 avril 2001, Sharon déclarait on ne peut plus clairement : « Ce n'est pas par hasard que les colonies se trouvent là où elles sont. Il faut conserver la zone de sécurité ouest en Cisjordanie, la zone de sécurité est, les routes qui relient Jérusalem et, bien entendu, la nappe phréatique d'où vient le tiers de notre eau. »

En 1974 déjà, Eric Rouleau, reporter au journal Le Monde (et ancien ambassadeur de France dans notre pays) mentionnait déjà le fait qu'Israël déversait des pesticides dans les canalisations d'eau et bouchait les puits des villages palestiniens. Lors de la guerre des Six Jours, en 1967, Israël n'a pas hésité à bombarder le barrage du Yarmouk édifié, au pied du Golan, par la Syrie et la Jordanie sur cet affluent du Jourdain. Or, le bombardement de tels ouvrages est interdit par les Conventions de Genève. En 2002, Israël a menacé le Liban afin qu'il cesse d'alimenter des villages palestiniens avec l'eau du Hasbani (affluent du Jourdain) et du Litani. Auparavant, Avigdor Lieberman, ex-vidéur de boîte de nuit né en Moldavie, conseiller de Sharon lors de la première Intifada de 1987, a menacé l'Égypte de bombarder le barrage d'Assouan si elle prêtait main forte aux lanceurs de pierre et

aux résistants palestiniens. On imagine les terribles conséquences d'un tel acte qui libérerait des milliards de mètres cubes d'eau dans la vallée du Nil ! On peut craindre le pire maintenant que cet extrémiste enragé va redevenir membre du gouvernement de Netanyahou.

En fait, l'eau est utilisée pour punir collectivement les Palestiniens.

L'ancien ministre Yitzhak Rabin, à la suite de l'Intifada, en a fait une pratique courante : après chaque attentat, Israël prive d'eau le village dont est originaire le kamikaze et mitraille les réservoirs recueillant l'eau de pluie sur ses toits. Quand cela se produit en mai par exemple, les Palestiniens se retrouvent privés d'eau jusqu'au début de l'hiver...s'il pleut. Amira Hass, journaliste israélienne à Ha'aretz a dénoncé, en 2002, cette politique inhumaine à Naplouse- où elle vit. Elle a aussi publié un livre au titre révélateur : « Boire la mer à Gaza, chronique 1993-1996 »

S'en prendre à l'eau des Palestiniens de manière discriminatoire, c'est de la part d'Israël, une autre manœuvre pour porter atteinte à leur développement social et économique et les empêcher d'atteindre un niveau de vie décent. De plus, le manque d'eau et l'absence de gestion des eaux usées – car l'occupant interdit les travaux sur le réseau et ne permet pas l'entrée du fuel pour les pompes- génèrent de graves problèmes de santé au point que, depuis août 2006, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a prépositionné les équipements et les médicaments pour traiter une éventuelle épidémie de choléra.

Injustice et discrimination :

La politique constante de démolition des infrastructures : adductions, centrale électrique, réservoirs, pompes ...est minutieusement planifiée pour rendre impossible la vie aux Palestiniens et les amener à quitter leur terre au bénéfice des colons sionistes et à se soumettre à l'occupation.

A Gaza, au cours des trois dernières années, le siège inhumain décrété par les sionistes a exacerbé la pénurie d'eau. Du fait du délabrement du réseau, l'eau potable de la Bande n'est pas saine dans la proportion de 80% selon Amnesty International. La récente agression a, bien évidemment, aggravé ces terribles conditions puisque les bombardements ont gravement endommagé le réseau dans les zones urbaines, au camp de réfugiés de Nassirat et détruit les puits à Jabalia.

De même, le réseau d'eaux usées a été fortement atteint avec les conséquences sanitaires qu'on imagine. Depuis janvier 2009, un demi-million de personnes- soit le tiers des habitants de Gaza- est privé d'eau potable. Et alors que, quand une colonie sioniste s'installe en Cisjordanie, le premier élément qui sort de terre est un château d'eau- généralement protégé par des barbelés- 500 communautés villageoises palestiniennes de Cisjordanie ne sont pas desservies en eau potable. Seul recours : les camions-citernes dont le prix a atteint des sommets suite aux innombrables check points et aux tracasseries de toute sorte qui sont le lot de la circulation des véhicules aux plaques palestiniennes. Reste l'eau de pluie pour répondre aux multiples usages pour la boisson, l'hygiène, les animaux domestiques, l'arrosage des potagers....mais huit années de sécheresse consécutives ont bien évidemment aggravé le calvaire des gens.... qui voient les colons parlant russe arroser le vert gazon de leur villa et déverser sur eux, dans de nombreux cas, leurs eaux usées. Le journal Ha'aretz fustige ces colons qui « consomment l'eau comme si Israël était la Norvège ». Pour sa part, Amnesty International rapporte que le 15 janvier 2008, à Beït Ala, près de Béthléem, l'armée israélienne a arraché les arbres des vergers palestiniens et détruit de manière systématique et planifiée neuf réservoirs rendus irréparables – construits par des ONG locales financés par l'Union Européenne- privant ainsi d'eau neuf familles. De tels actes avaient déjà été perpétrés par les militaires sionistes en 1999 et 2001, plus au sud, à Soussia.

Rappelons à ce propos que l'eau des Palestiniens est entièrement sous la férule des militaires par la grâce de l'infâme ordonnance militaire n°158 du 30 octobre 1967 qui dispose qu' « il est interdit à quiconque de mettre en œuvre ou de détenir des installations hydrauliques sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du commandement militaire ». C'est ainsi qu'aucun village palestinien ne peut forer de puits dépassant 18 mètres de profondeur. Il va de soi que cette limitation ne s'applique pas aux colonies et dès que l'une d'elles s'installe près d'un village, ses puits tarissent du fait de la profondeur de son forage et de la puissance de ses motopompes. L'injustice et la discrimination font qu'un Palestinien ne dispose aujourd'hui que de 60 à 90 litres d'eau par jour dans le meilleur des cas alors qu'un Israélien dispose d'une moyenne de 280 litres quotidiennement d'après le New York Times du 02 septembre 2001. Or, la grande majorité des nappes d'eau douce alimentant la Palestine se trouve en Cisjordanie et se recharge grâce à l'eau de pluie qui y tombe. Pourtant, Israël s'adjuge la part du lion et puise 340 millions de mètres cubes dans ces aquifères et ne permet aux Palestiniens que l'usage de 22 millions de mètres cubes seulement.

On comprend que les Palestiniens voient aujourd'hui leur pays comme « le pays de la soif ».

Tewfik Abou Wael, le talentueux cinéaste palestinien a signé un beau film au titre éloquent : « Atash » qui a remporté le Prix de la Critique Internationale à Cannes en 2006.

Face à leur déni flagrants des droits vitaux des Palestiniens, les Israéliens et leurs soutiens aux Etats Unis, dans l'Union Européenne et ailleurs, seraient bien inspirés d'entendre la voix du regretté Mahmoud Darwich quand il déclame :

« Enregistre en première page :

Je ne déteste pas les gens

Ni n'empiète personne

Mais quand on m'affame

Je mange la chair de mes spoliateurs

Prenez garde

Prenez garde

A ma faim et à ma colère »

Mohamed Larbi Bouguerra

article publié dans l'hebdo tunisien "Ettariq Al Jadid" (22 mars 2009)

<http://www.legrandsoir.info/spip.php?article8273>

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 « La mode, version Tsahal 2009 ».

21-03-

Des cadavres de bébés palestiniens, des mères éplorées sur la tombe de leur enfant mort, des mosquées réduites en cendres : voilà un aperçu des « décorations » ornant les T-shirts des soldats de l'armée israélienne, qui font la fortune d'une entreprise textile de Tel-Aviv.

Sous le titre, « La mode, version Tsahal 2009 », le journaliste Uri Blau a publié vendredi dans le Haaretz (version électronique en langue anglaise <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1072466.html>) un reportage dévastateur sur les mœurs de "l'armée la plus morale du monde".

La firme Adiv, spécialisée dans l'impression de T-shirts, casquettes et pantalons « à la carte », réalise une bonne moitié de son chiffre d'affaires avec les commandes personnalisées de militaires.

Il y a encore peu, les productions de la maison Adiv restaient « classiques », d'un point de vue militariste s'entend.

Un lieutenant ou un sergent passait au magasin, et demandait l'édition, pour toute une section de soldats démobilisés, de T-shirts arborant les armoiries de l'unité concernée.

Comme cela, les camarades du soldat Shalit –que l'armée israélienne n'a apparemment pas réussi à tuer, pendant le pilonnage de Gaza- pouvaient prolonger dans la vie civile leur statut d'hommes, de vrais, pas comme ces mauviettes de gauchistes qui refusent de porter les armes.

Mais un tank, un canon, un fusil orphelin au milieu du T-Shirt, c'est un peu ringard pour impressionner copines et copains, et un nombre croissant de militaires se sont découverts des talents créatifs.

L'imagination la plus morbide a alors pris le pouvoir. Les conscrits ayant subi la formation à la spécialité de « sniper » (tireurs équipés de fusils de haute précision, pour tirer de loin) ont apparemment été les plus enthousiastes, selon les résultats de l'enquête conduite par Uri Blau.

Un des T-shirts imprimés pour les snipers d'un régiment d'infanterie porte l'inscription « Pensez au préservatif », à côté du dessin d'une maman palestinienne pleurant devant le corps de son bébé. Un autre montre une femme palestinienne enceinte, dans la mire du fusil, et cette inscription : « Une balle, deux morts ».

Ou encore, cette bande dessinée où l'on voit un nourrisson palestinien, devenant ensuite un garçon lanceur de pierres, puis un adulte en armes, avec cette inscription : « Peu importe comment cela commence, c'est nous qui sifflons la fin de la partie ».

Il y a aussi un grand nombre de T-shirts illustrant les dérangements sexuels de ces hommes.

Par exemple, le bataillon Lavi s'est fait faire un maillot où l'on voit un soldat israélien, à côté d'une femme au visage tuméfié, et la légende : « J'parie que tu t'est fait violer ».

D'autres illustrent la pratique, démentie par l'Etat-major au mépris d'innombrables témoignages, qui consiste à achever les blessés dits ennemis (c'est-à-dire n'importe quel humain ayant le malheur d'être palestinien).

La pratique en vigueur consiste à tirer une balle dans la tête, à bout portant ou touchant, de la victime, et de rapporter ensuite à l'échelon supérieur « mort confirmée ! ».

Dans de nombreux cas, écrit Uri Blau, la commande des T-shirts est un processus collectif, conduit au sein même de l'armée, sous la supervision de sous-officiers ou d'officiers subalternes (du sergent au capitaine), et les dénégations de l'Etat-major manquent complètement de crédibilité, peut-on constater à la lecture du reportage.

Par exemple, le slogan "Toute mère arabe doit savoir que le sort de son propre fils est entre mes mains" avait été officiellement refusé dans une caserne. Mais un soldat de la brigade d'élite Givati confirme à Haaretz que sa section a acheté des dizaines de T-shirts, pantalons et vestes de treillis arborant la courageuse devise.

"On a aussi fait faire un modèle montrant un de nos soldats en Ange de la Mort, au-dessus d'un village arabe", ajoute le soldat, rigolant encore au souvenir que l'ouvrier chargé d'imprimer ces horreurs chez Adiv était lui-même palestinien.

Et ce T-Shirt, édité en 2007, où l'on voit un enfant et la légende, « Plus c'est petit, plus c'est difficile », que doit-on en penser ? demande Blau.

"Ben, c'est un gosse, alors forcément, c'est un peu plus difficile moralement, mais cela veut aussi dire que la cible étant plus petite, elle est plus difficile à atteindre", répond l'intéressé, sans malice.

Les militaires religieux, c'est-à-dire ceux des élèves des écoles rabbiniques qui acceptent de faire l'armée, ne sont pas en reste.

Y., que Blau a interrogé, est tout fier de son œuvre : un soldat ressemblant au gorille géant King-Kong du cinéma hollywoodien, tenant dans sa patte une mosquée écrabouillée.

« J'ai peiné sur ce dessin. Je voulais un personnage qui ressemble à King-Kong, mais pas trop quand même. Je voulais pas que son visage soit trop monstrueux, pour pas qu'il ressemble à une caricature antisémite. Je l'ai

montré à des gens, qui étaient contre, parce que cela donnait une mauvaise image de l'armée. Mais moi, j'ai fait Gaza, et on n'a pas arrêté de nous dire que l'objectif de l'opération, c'était bien de démolir les infrastructures, alors je ne vois pas ce qu'il y a à redire à mon inscription 'On est venus ici pour détruire' », dit le soldat Y, avant de s'énerver contre le journaliste.

Et ainsi de suite. Incapables de triompher de la résistance palestinienne, y compris après les horreurs de Gaza, des soldats se sont "vengés" en éditant un T-shirt où l'on voit un vautour en train de violer le Premier ministre palestinien Ismael Haniyeh. « Le capitaine de notre compagnie n'était pas d'accord. Alors, on se contente de porter ce truc à l'intérieur de notre peloton », précise un des soudards.

Information complète obligeant, Uri Blau a également interrogé divers responsables, à commencer par le patron d'Adiv, Haim Yisrael.

"Le secteur militaire de mon activité s'est beaucoup développé au fil des ans. Maintenant, le moindre séminaire avec une quinzaine de participants génère une commande particulière », indique-t-il.

« C'est vrai, il arrive que des officiers froncent les sourcils, pour me dire que j'y vais quand même un peu fort avec toutes ces monstruosité sur les Arabes. Moi je leur réponds tranquillement que je dirige une entreprise privée, et que le client est libre de mettre ce qu'il veut sur les vêtements, ce n'est pas à moi de le censurer ».

Evyatar Ben-Tzedef, un ancien militaire de carrière, s'en tire avec une pirouette, et botte en touche. "De mon temps, ce n'était pas comme ça. Mais les temps changent, il y a aujourd'hui un manque de respect pour les êtres humains et leur environnement, c'est ainsi".

L'officier Kaufman, responsable de la modération sur un site web de l'armée, fournit à Blau quelques descriptions supplémentaires, dont ce T-shirt montrant un garçonnet palestinien fuyant les soldats : « Arrête de courir, tu vas mourir fatigué », ou ce dessin d'un soldat israélien violant une fillette, avec le slogan « Pas de vierges, pas d'attentats terroristes ». « C'est moche, mais je dois avouer que cela m'a bien fait rire », se lâche Kaufman, avant de vaquer à ses occupations.

Passons rapidement sur les tremolos du porte-parole de l'armée, qui condamne, bien entendu, toutes ces atteintes à "l'éthique" de Tsahal, avant d'affirmer que les soldats font cela dans le cadre de leurs activités civiles. En substance, donc, « cela ne nous regarde pas ».

On laissera le dernier mot à un curieux personnage, le colonel de réserve Ron Levy.

L'homme avait fait son service militaire dans le Sayeret Matkal, une force spécialisée dans les assassinats (le Sayeret Matkal a ainsi participé directement au massacre de Sabra et Chatila), avant de devenir ... chef du service de santé mentale de l'armée.

Pour ce « psychologue » couleur kaki, pas de doute, ce que font les soldats avec ces T-shirts, c'est un défoulement, parfaitement sain, de la violence et de la colère qui est en eux, généralement en dessous de la ceinture. « Cela reflète aussi le fait que ce qui est anormal aujourd'hui ne le sera pas forcément demain ».

La civilisation, on vous dit !

CAPJPO-EuroPalestine

<http://www.europalestine.com/spip.php?article3937>

3-2 Avec Israël, jamais il n'y aura de paix- Interview avec Khaled Meshaal.

Le leader du Hamas en exil s'exprime. Il annonce un conflit imminent, et cela parce que Tel Aviv, dit-il, n'est pas intéressé à écouter les raisons des Palestiniens. Et des USA, ne sont venus que des mots. Entretien avec Khaled Meshaal à Damas publié dans l'hebdomadaire italien L'Espresso.

Au nom de Dieu, clément et miséricordieux, j'aimerais poser la première question. Est-il possible qu'après la guerre de Gaza et notre résistance héroïque, Israël puisse continuer à ne pas comprendre que le processus de paix ne peut se passer du Hamas... ? Khaled Meshaal, leader du Hamas, exilé depuis plus de 40 ans, lance cette question avec un air de défi. En dépit des pertes importantes (la mort de 1400 Palestiniens), il revendique la victoire pour avoir amené les Israéliens à décider de retirer leurs troupes. Mais à court terme il ne se fait pas d'illusions. Avec Benjamin Netanyahu aux portes du nouveau gouvernement, il ne s'attend qu'à plus d'hostilités de la part d'Israël. Et ne nourrissant aucune expectative quant aux premiers pas de Barack Obama, il annonce la volonté de poursuivre sur le chemin de la force, « le seul langage que craint Israël et qui peut donner des résultats ».

Cette interview exclusive de l'Espresso, obtenue après des négociations compliquées entre Beyrouth et la capitale syrienne, est la première que Meshaal concède à la presse écrite après la guerre. Nous nous sommes réunis avec lui dans un endroit archi-blindé de la banlieue de Damas, où on nous a conduit dans une voiture aux vitres teintées. Devant le portail, des militants armés avec des kalashnikov. Des mesures de sécurité imposées par le nombre important de dirigeants du mouvement éliminés par Israël (45). Le chef, en costume gris et sans cravate, se montre très cordial et relax. Il conserve tout le temps le flegme, dans une conversation qu'il entame en parlant de Netanyahu, qui a été chargé de former le nouveau gouvernement, le même chef de gouvernement qui avait envoyé des gens du Mossad à Amman en 1997 pour l'empoisonner. "C'est Netanyahu qui avait commandité mon assassinat manqué, mais il est surtout responsable, comme le reste des chefs de gouvernement israéliens, d'avoir attenté à la vie de tout le peuple palestinien. Entre les positions du Likoud, de Kadima et des tracaillistes, il n'y a que des nuances, pas de différences de fond. Depuis 60 ans il n'y a pas eu un seul gouvernement israélien qui n'ait pas commis de crime contre nous. Il est préférable d'affronter un leadership conservateur, qui poursuit clairement son but, que l'hypocrisie des travaillistes, qui feignent de s'engager dans le processus de paix mais qui sont ceux qui, lorsqu'ils gouvernaient, ont construit la majorité des colonies en Cisjordanie."

Mais si le Hamas n'ouvre pas le dialogue avec Netanyahu, n'allons-nous pas vers une autre guerre? Nous ne sommes pas préoccupés par une nouvelle guerre. Jamais notre peuple ne sera vaincu et jamais il ne se rendra. Le défi nous donne des forces, car eux ont peur de mourir, pas nous. La paix ne sera possible que lorsqu'il y aura une volonté internationale qui fera pression en faveur de nos droits. L'objectif reste toujours la création d'un État palestinien avec Jérusalem-Est comme capitale, le retour des Israéliens aux frontières antérieures à la guerre de 67 et le droit au retour des réfugiés. Nous ne pouvons pas accepter moins que cela. Est-ce qu'il y a eu un seul gouvernement d'Israël qui ait considéré comme juste de prendre en considération nos aspirations ? Ils disent toujours non à tout et font semblant d'être intéressés à une solution. Alors, que reste-il à négocier ?

L'État hébreu se confronte avec ANP et le Fatah. Comment le Hamas peut-il espérer qu'il y ait de la compréhension s'il continue à lancer des roquettes sur Israël ?

C'est une bonne question qui me donne l'opportunité d'éclaircir pour quelle raison la trêve de six mois n'a pas été prolongée après être arrivée à échéance en décembre. Israël s'était engagé à mettre fin au siège et à ouvrir les passages aux frontières. Il n'a respecté aucun de ces engagements. Ils veulent nous asphyxier, nous reléguer dans un « bantoustan ». Comment peut-on parler de trêve lorsque l'on se trouve en état de siège ? Pour garantir sa sécurité, Israël s'obstine dans l'erreur de parier sur la défaite militaire de notre peuple. J'ai étudié la physique et je suis convaincu que la Loi de Newton peut être appliquée également aux relations politiques : à chaque action correspond une réaction égale et contraire. Lorsque l'agression s'arrêtera, notre résistance s'arrêtera aussi. Mais si portes restent toujours fermées, la seule issue, et j'insiste, c'est la lutte.

Ce qui vous laisse isolés.

Le monde devra bien finir un jour par ouvrir les yeux. La communauté internationale ne voit toujours que nos roquettes en ignorant leurs F-16 et leurs bombes au phosphore. Israël profite de l'appui a priori des Américains, du peu de crédibilité accordé à l'ONU, fragilisée par les pressions de Washington, et de la nébulosité totale de l'Europe, qui est montre inerte ou timide. Comment est-il possible qu'autant de leaders européens restent impassibles alors que les valeurs de bases de la démocratie - liberté, droits humains- sont piétinées? Comment est-il possible qu'ils ne se rendent pas compte qu'avec une force populaire comme le Hamas on ne peut pas ne pas négocier ?

Mais avec Obama le tableau est en train de changer.

Nous l'espérons tous. Mais il faut un changement substantiel. Obama parle avec un langage nouveau, mais je ne sais pas si cela suffira. C'est une politique nouvelle qui est nécessaire.

Si vous pouviez rencontrer Obama, que lui diriez-vous?

Le rencontrer ? Mais il ne m'a même pas rayé de la liste des terroristes ! Mais il est certain que s'il ne traite pas avec le Hamas, Obama n'ira pas loin non plus. De toute façon, je l'inviterais à considérer la possibilité d'une volte-face. On ne peut pas s'aligner sur Israël en ignorant les droits des autres peuples. Ce changement d'approche ne serait pas seulement bénéfique pour la Palestine, mais pour tout le Moyen-Orient et même pour les USA, qui sont parties prenantes au conflit et, si la perspective de paix s'évanouit, ils seront les premiers à y perdre.

Malheureusement, les premiers signes ne sont pas très encourageants. Le sénateur John Kerry, en visite à Gaza, a été choqué par la destruction, mais il a insisté sur le droit d'Israël à se défendre.

Comment le nier? Israël paye depuis de très nombreuses années un énorme tribut de sang innocent. D'abord avec les attentats suicides, maintenant avec le tir des roquettes, même si au cours de la dernière guerre il y a eu une énorme disproportion entre vos pertes et les leurs.

Nous ne sommes pas les sanguinaires qu'ils dépeignent. Nous ne voulons pas de victimes innocentes, ni des leurs ni des nôtres. Mais la question palestinienne s'est transformée en une grave pathologie. Et celui qui tente de diagnostiquer les causes avec honnêteté, n'aura d'autre solution que de reconnaître que l'occupation est le premier facteur. Nous, la seule chose que nous pouvons faire, c'est réagir.

La communauté internationale prêterait plus d'attention à vos revendications si vous reconnaissiez Israël.

Après la barbarie de la récente guerre, croyez-vous que ce soit le bon moment ? Israël jouit de trop de reconnaissances. Celui qui doit être reconnu est le peuple palestinien.

Il y en a qui disent qu'après la guerre de Gaza, une partie des gens tournent le dos au Hamas.

Je peux vous assurer que notre popularité a significativement augmenté à Gaza, en Cisjordanie et dans tout le monde arabe. Nous ne nous sentons pas isolés. Et nous ne sommes pas non plus enfermés dans un ghetto. Les USA nous ont étiquetés créatures de l'Iran ou de la Syrie. Nous connaissons bien ces instruments pour nous dénigrer. Mais nous considérons que les USA ne sont pas un juge impartial. Nous laissons les portes grandes ouvertes à celui qui veut nous aider. Et nous demandons à nos opposants qu'ils nous disent avec qui ils ont l'intention de négocier la paix, puisqu'ils ne veulent pas légitimer le Hamas, qui est parvenu au pouvoir grâce à des élections démocratiques.

Dans les territoires, il y en a qui vous reprochent d'avoir perdu le contact avec la Palestine. Le groupe qui dirige le Hamas serait depuis trop longtemps en exil.

Oui, il y en a qui l'insinuent. Mais ce n'est rien d'autre qu'une spéculation. Nous sommes tous les fils de la Palestine. Moi, je ne peux retourner à cause de l'occupation. Et à mon image, tous les dirigeants de l'OLP ont du vivre beaucoup d'années en exil, pas par choix, mais parce qu'ils y étaient contraints et forcés.

À Gaza il y a toujours l'incertitude. Olmert subordonne la trêve à la libération du soldat Shalit.

La requête avait déjà irrité les médiateurs égyptiens et elle a été catégoriquement rejetée. Olmert est un hypocrite. C'est seulement maintenant qu'il se souvient de son soldat. Nous n'acceptons pas de chantages. Nous

sommes en faveur de la libération, mais seulement en échange avec des prisonniers palestiniens, qui sont au nombre de 12.000, y compris des enfants, des vieux et des malades.

Si Marwan Barghouti était libéré, l'objectif de la réconciliation serait-il plus facile à atteindre ?

Nous espérons qu'ils le libèrent. Mais personne ne peut résumer à soi tout seul toute une cause.

Aussi à l'intérieur de la galaxie palestinienne il y a besoin de détente. Est-il possible que le Hamas et le Fatah plus modéré puissent de nouveau s'entendre ?

Les divergences peuvent être dépassées, à condition que quelques règles soient respectées. Il est nécessaire que les frères du Fatah respectent les résultats des urnes. Et puis consolider les bases de la démocratie à l'intérieur de l'Autorité Palestinienne. Le principe indéfectible à suivre est que tous nous défendons en premier lieu les intérêts des Palestiniens. Il faut établir que nos forces de l'ordre soient au service de la sécurité de la Palestine et non – comme c'est le cas sous la houlette du général usaméricain Keith Dayton – de celle d'Israël.
Gianni PERRELLI,

4 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Claude Guibal : Lieberman, casse-tête égypto-israélien.

Qui est-ce qui est barbu, d'extrême-droite, israélien, et qui pose un gros, gros problème à l'Egypte ?

Gagné, c'est Avigdor Lieberman (ci-contre), le leader du parti Israël Beteinou, à qui Benyamin Netanyahu entend confier les rênes de la diplomatie israélienne.

Un choix pas des plus diplomatiques, justement, puisqu'entre Lieberman et l'Egypte (premier pays arabe à avoir signé la paix avec Israël, en 1979, et du coup partenaire diplomatique privilégié entre Israël et le monde arabe), c'est pas vraiment la fête.

Avigdor Lieberman a suggéré, dans le passé, de bombarder le barrage d'Assouan si l'Egypte (qui n'en n'avait pas la moindre intention) participait à une guerre contre Israël.

Il a également l'an dernier fort élégamment proposé à Hosni Moubarak « d'aller en enfer », critiquant le refus de ce dernier d'effectuer une visite officielle en Israël. (Le Raïs égyptien ne s'y est rendu qu'une seule fois, et encore, très brièvement, après d'énormes pressions américaines, pour les obsèques d'Ytzhak Rabin en 1995.)

Bref. Selon la presse égyptienne et israélienne, l'Egypte réclamerait des excuses officielles avant de traiter avec le futur ministre des Affaires étrangères israélien.

La seconde chaîne israélienne a affirmé que l'ambassadeur d'Egypte en Israël aurait posé un ultimatum en ce sens à Benyamin Netanyahu, sans quoi l'Egypte romprait ses liens avec Israël.

Selon la presse israélienne, toujours, les Egyptiens pourraient également boycotter les cérémonies marquant aujourd'hui le 30e anniversaire des accords de paix entre les deux pays. Le ministère des Affaires étrangères égyptien a quant à lui précisé hier dans un communiqué qu'il n'entendait pas interférer dans une affaire intérieure israélienne.

Les Israéliens, eux, affirment que des contacts ont été pris entre des proches de Lieberman et l'Egypte pour calmer le jeu.

Compliqué, hein! Quoi qu'il en soit, Avigdor Lieberman remporte la palme des personnalités les plus détestées des Egyptiens (aux côtés de Benyamin Netanyahu, Ariel Sharon et George Bush), et ces derniers ne s'imaginent pas un quart de seconde qu'il puisse un jour poser un orteil sur leur sol national. Déjà que la colère est plus que palpable dans le pays en ce moment (en raison du contexte politique national et régional, et de la catastrophique situation économique), c'est le genre de gros énervement populaire dont le régime égyptien se passerait bien. Et c'est un euphémisme...

C'est sûr, du coup, ça ne va pas être simple de continuer à organiser les rencontres-pour-sauver-le-processus-de-paix que convoque régulièrement Hosni Moubarak.

C'est là, avancent certains diplomates au Caire, qu'Ehoud Barak pourrait entrer dans le jeu, si le travailliste parvenait à se maintenir au ministère de la Défense comme il le souhaite. Il pourrait ainsi remplacer Avigdor Lieberman en cas de rencontre au sommet en Egypte. Ah, encore une fois, les miracles des tours de passe-passe diplomatiques...

PS - Ceux qui veulent en savoir plus sur l'Egypte et son refus de la normalisation avec Israël peuvent lire [ici](#) un article paru dans Libération en mai 2008.

Précision: depuis, la guerre de Gaza a eu lieu, et encore moins d'Egyptiens se hasarderaient aujourd'hui à prêcher en faveur de relations normalisées avec l'Etat hébreu.

Claude Guibal,

correspondante de « Libération » au Caire.

24/03/2009

<http://egypte.blogs.liberation.fr/guibal/2009/03/qui-est-ce-qui.html?xtor=EPR-450206>

4-2 Claude Guibal : Normalisation interdite avec Jérusalem.

« Ici, on peut débattre sexualité, voire religion, mais pas d'Israël !
C'est le tabou absolu. »

Etudiante en communication à l'université du Caire, Iman n'ose pas le dire : elle aurait bien envie d'aller faire un tour de l'autre côté de la frontière, en Israël. « Je déteste ce pays, compte tenu de ce qu'il fait subir aux Palestiniens. Mais je ne vois pas en quoi aller se confronter à la réalité d'Israël et parler à des Israéliens serait une trahison de la cause arabe. Au contraire ! Je pourrais débattre directement avec eux, ça ferait peut-être avancer les choses ! »

Fruits amers. Mais cela, Iman ne peut pas le dire : en Egypte, l'idée d'entretenir la moindre relation avec Israël est considérée comme une ignominie. Le dramaturge Ali Salem en sait quelque chose, lui qui a osé, au lendemain des accords d'Oslo (1993), se rendre en Israël au volant de sa vieille Lada. Il en a ramené un livre qui retrace sa rencontre de ce pays avec lequel il pense qu'il faudra bien apprendre à vivre en paix, loin de la haine et de la peur de l'autre. Il en a surtout récolté les fruits amers : mis au ban de l'intelligentsia arabe, il a été exclu de l'ordre des écrivains et est aujourd'hui méprisé par tous. En Egypte, la normalisation est de facto interdite : les syndicats professionnels menacent de radiation ceux qui s'y risqueraient.

Et même le prix Nobel de littérature Naguib Mahfouz n'en a réchappé que de peu lorsqu'une polémique virulente avait éclaté au moment de la traduction de ses livres en hébreu. Presque trente ans après les accords de Camp David, les Egyptiens ne se remettent toujours pas d'avoir été les premiers à signer la paix avec Israël. Un geste qui a valu à l'Egypte, jusqu'alors considérée comme le phare de l'arabité, de se faire tourner le dos par le reste du monde arabe, la Ligue arabe allant un temps jusqu'à suspendre l'adhésion du Caire et déplacer son siège à Tunis.

Humiliée, la population entretient depuis ce moment un rapport schizophrénique à Israël. « Ce n'est pas nous qui avons signé la paix, c'est le gouvernement, on ne nous a pas demandé notre avis », explique Tamer, ingénieur. Bientôt quadragénaire, il est heureux de n'avoir quasiment connu qu'un pays en paix, à l'inverse de la Syrie ou du Liban. Mais, à l'image de ses compatriotes, cette paix lui semble « honteuse ». « Les Egyptiens sont solidaires des Palestiniens », explique le politologue Amr Choubaki. « Beaucoup sont prêts à accepter l'existence d'Israël, à condition qu'il devienne un Etat "normal", qui respecte les droits de tous ses citoyens, arabes et juifs, et qu'il se conforme aux résolutions des Nations unies en se retirant des territoires conquis depuis 1967. »

En attendant, l'accusation de collusion avec Israël reste un anathème utilisé aussi bien dans les affaires de mœurs (1) que pour dénigrer des personnalités trop influentes. En 2000, l'Egypte s'est aussi mise à fredonner le tube de l'année : Bakrah Israel (« Je déteste Israël »). Un des gros succès du cinéma reste l'Ambassade dans l'immeuble, qui conte le combat d'un Egyptien obligé d'habiter dans l'immeuble de l'ambassade israélienne au Caire. Et cette année, les écrivains égyptiens ont été les fers de lance du boycott d'Israël au Salon du livre de Paris.

Coopération. Dans cette ambiance, le refus de la normalisation a longtemps empêché Le Caire de multiplier les échanges économiques avec son voisin. Fin 2004, un accord de coopération majeur a été signé, permettant aux industries textiles locales d'exporter sans taxes leur production sur le marché américain à condition qu'elle comporte un minimum de composants israéliens. Depuis, les deux pays se sont également entendus sur la livraison de gaz par Le Caire à Israël, une décision qui révolte les Egyptiens alors que l'Etat hébreu maintient son blocus sur la bande de Gaza.

(1) En 2001, Un groupe d'homosexuels arrêtés avaient été accusés, photomontages à l'appui, de faire partie de Tsahal.

GUIBAL Claude

<http://www.liberation.fr/monde/010180270-normalisation-interdite-avec-jerusalem>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19